

# *l'Anti*capitaliste

n°249 | 3 juillet 2014 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

## CHÔMAGE ET AUSTÉRITÉ, ÇA SUFFIT !



**Vive  
la lutte**

## des intermittents et précaires

### Dossier

***Pas de vacances  
pour la culture***

Pages 6 et 7

### ÉDITO

One, two, three,  
dehors Estrosi! Page 2

### PREMIER PLAN

Conférence sociale:  
la grande arnaque Page 2



### ACTU INTERNATIONALE

Libye: et après les urnes?  
Page 5

### LIBRE EXPRESSION

CheminotEs: «La grève,  
c'est l'aventure» Page 12





Par ANTOINE PELLETIER

## One, two, three, dehors Estrosi!

Après les matches de l'Algérie, nous avons eu droit à un déluge raciste. Estrosi, le maire UMP de Nice, a même interdit « l'utilisation ostentatoire de drapeaux étrangers dans l'hypercentre » de sa bonne ville (cf. No comment)... Et son compère Mariani a parlé de « voyou[s] » et de « délinquant[s] ». Marine Le Pen a demandé la déchéance de nationalité française des binationaux. Nicolas Bay, député européen FN, a parlé d'« exactions », c'est-à-dire d'actes de violence et de sévices... à propos des manifestations de joie après la victoire de l'Algérie contre la Russie. Valls a surfé sur la vague, se félicitant qu'il y ait « heureusement beaucoup d'interpellations ».

Chacun semble découvrir les excès du football. Pourtant, l'écrivain George Orwell avait prévenu : « le sport, c'est la guerre, les fusils en moins ». Effectivement, les drapeaux français sur la place de l'Hôtel-de-Ville, le « Vengez-nous de Séville! » lancé aux joueurs français par l'ex-joueur Maxime Bossis à propos du prochain match France-Allemagne, au moment même où un nouveau budget d'austérité est en discussion à l'Assemblée nationale. Tout cela sent fort l'union sacrée, le ralliement d'un peuple supposément uni au-delà des classes sociales derrière ses prétendus représentants.

À tel point qu'Hollande ne sait plus où donner de la tête! Comment tenter de faire remonter sa cote de popularité? Vaut-il mieux tenter de se déguiser en 25<sup>e</sup> joueur (le numéro 24 étant déjà attribué à Najat Vallaud-Belkacem...) en partant au Brésil, ou défiler avec les militaires le 14 juillet? Sérieux dilemme...

Alors, ne tombons pas dans le piège : en stigmatisant les supporters de l'équipe d'Algérie, la droite, l'extrême droite et le gouvernement se retrouvent dans leur tentative de division des classes populaires. Quoi de plus compréhensible pour des jeunes dont la culture et la religion sont méprisées, qu'on accuse de tous les maux alors qu'ils sont les premières victimes de la misère sociale, que de vouloir s'exprimer et être visibles? Avec tous les opprimés et les exploités, mobilisons-nous pour dégager l'extrême droite et les racistes!

## BIEN DIT

Je ne me suis pas déplacé en Lorraine pour soutenir les sidérurgistes pour faire aujourd'hui la gueule aux intermittents du spectacle. (...) Dans le gouvernement précédent, avec Jean-Marc Ayrault, à chaque fois qu'ils avançaient une réforme, ils reculaient de trois pas. Là, ils ont décidé de ne pas reculer, mais pour une fois, ils devraient reculer!

BERNARD LAVILLIERS, interviewé par l'Humanité mercredi 18 juin, à propos de l'agrément de l'accord Unedic de l'assurance-chômage.

# À la Une

## Vive la lutte des intermittentEs et précaires!

Le gouvernement a bel et bien agréé l'accord Unedic du 22 mars dernier. Cet agrément est donc officiel depuis le 26 juin, onze ans jour pour jour après l'agrément par la droite du protocole Unedic sur l'assurance chômage des intermittents. La date est un symbole...

Cette date dit parfaitement la continuité entre les gouvernements. À l'époque, en 2003, le PS contestait l'accord, et promettait de revenir sur ses dispositions scandaleuses qui ont précairisé, les années suivantes, des milliers d'intermittentEs. La nouvelle convention signée le 22 mars, entre le Medef, la CFDT, FO et la CFTC, entérine pourtant la casse de 2003 et l'aggrave. Elle s'applique à partir du 1<sup>er</sup> juillet.

### L'unité de la mobilisation contre la division

La tactique de Valls est grossière. Il feint de croire que ce mouvement a pour seul objet la question du régime d'indemnisation chômage des intermittentEs. Pourtant, la mobilisation est sans ambiguïté. Elle défend des « droits sociaux » et porte sur l'ensemble de l'accord Unedic, c'est-à-dire les dispositions spécifiques aux intermittentEs mais aussi les atteintes portées aux autres précaires (l'annexe 4 qui concerne les intérimaires, par exemple) jusqu'à l'introduction des « Droits rechargeables ». Le mouvement n'est donc pas celui des seuls intermittentEs, mais aussi des chômeurEs et des précaires. Face à cela, le gouvernement a opté pour la division. C'est que la perspective de l'annulation des festivals d'été par la grève a semé la panique. Les maires des villes concernées, entre autres, se sont inquiétés des très fortes pertes économiques que cela engendrerait. Dans la précipitation, après avoir nommé un médiateur, jeudi 19 juin, Valls a tenté de circonscrire l'incendie avec quelques annonces concernant exclusivement les intermittentEs : l'ouverture d'une grande



concertation à laquelle l'État participerait et la prise en charge par l'État, jusqu'à la fin des négociations, d'une disposition scandaleuse de l'accord (reconnaissant par là son injustice et portant un coup inadmissible à la solidarité interprofessionnelle).

### La lutte s'amplifie et se radicalise

La parade tentée par Valls n'a pas fonctionné. Quelques voix d'artistes proches de la majorité comme Jean-Michel Ribes ou Ariane Mnouchkine ont certes joué leur rôle : ils se sont félicités des avancées de cette gauche si sensible aux préoccupations du monde de la culture

et ont appelé à suspendre la lutte à laquelle ils ne participaient que très modérément! Mais le leur n'a pas pris. Le mouvement n'a pas faibli. La tendance à l'amplification et à la radicalisation s'est poursuivie. Chaque jour, des AG se réunissent, des actions (sensibilisations, occupations, blocages) ont lieu, ciblant des lieux symboliques : sièges du PS ou du Medef, par exemple. Des équipes et des festivals ont fait le choix de la grève, suivant en cela le mouvement initié par le festival « Le Printemps des comédiens » à Montpellier en grève du 3 au 29 juin... Les configurations sont chaque fois différentes, la décision de faire grève confrontée aux difficultés propres

aux secteurs précaires. Et si elles ont été parfois source de tensions, jusqu'à présent le souci de l'unité du mouvement a prévalu.

### Un été de contestation politique

Cette mobilisation dure depuis plusieurs mois désormais. Caricaturée (les intermittentEs seraient des « privilégiés »), présentée partiellement, elle ne cesse de mettre en échec tous les pronostics qui l'annoncent bientôt morte ou à bout de souffle. C'est qu'elle est puissamment politique : le travail expert des militantEs a mis en lumière le projet idéologique qui anime le patronat, secondé par le PS. Cette conscience des enjeux (« ce que nous défendons, nous le défendons pour tous » disent les intermittentEs et les précaires) a pour conséquence une vraie radicalité : face au pouvoir, c'est bel et bien une épreuve de force qu'il faut engager et c'est cela qui se discute dans les AG.

Une coordination nationale s'est réunie, à Avignon, les 2 et 3 juillet. Le vendredi 4 juillet, la CGT a déposé un préavis de grève. Le souvenir de l'annulation de festivals en 2003 est encore viv. La perspective d'une grève cet été est réellement discutée et envisagée. L'agrément de l'accord Unedic, les tentatives de diversion de Valls, loin d'abattre ou de diviser, ont aiguisé la certitude que seule une lutte d'ampleur et acharnée peut mettre en échec le projet de guerre sociale du gouvernement PS/Medef contre les plus pauvres. Le débat est en cours sur la manière la plus juste d'articuler efficacité, unité et radicalité.

L'été promet d'être socialement agité.

Olivier Neveux

## CONFÉRENCE SOCIALE La grande arnaque

Lundi 7 et mardi 8 juillet se tiendra une Grande conférence sociale, troisième du genre. Une conférence qui se tient dans le sillage de l'annonce de l'insupportable progression du chômage. Mais surtout en matière de dialogue social, le gouvernement fait preuve d'une incroyable hypocrisie, avec le mépris affiché face aux revendications des cheminotEs, intermittentEs et précaires, postierEs et autres salariéEs en luttés...



Berger et Lepaon : Et maintenant que vais-je faire... DR

Ce gouvernement – toujours aux ordres du Medef – affiche clairement le choix de son camp : ferme contre ceux qui se mobilisent pour l'emploi, les conditions de travail, le service public, leurs moyens de vivre, et toujours prêt à lâcher devant le patronat, la droite voire l'extrême droite avec sa dernière reculade, l'abandon des ABCD de l'égalité. Dans ces conditions, rien

d'étonnant à ce que le patronat, à quelques jours de la version 3 de la Conférence sociale présente, avec sa lettre au Président, ses exigences, pose ses conditions et même exerce un chantage sur sa participation. Si les considérants sont classiques (baisse du « coût du travail » et des impôts, simplification des normes, réduction des dépenses publiques), les objectifs sont précis : compte pénibilité,



# Un monde à changer

**UNE DETTE EXUBÉRANTE.** Le montant de la dette mondiale s'est envolé avec la crise et a ainsi été multiplié par deux et demi en douze ans. Il atteint le chiffre inédit de 100 000 milliards de dollars à la fin juin 2013, un montant qui dépasse désormais le PIB mondial, qui s'élève lui à environ 75 000 milliards de dollars...

En 2000, la dette plafonnait à 40 000 milliards de dollars, puis 70 000 en 2007. Cette explosion obéit au niveau mondial au même mécanisme qu'à l'échelle nationale. Les États ont fait le choix d'intervenir massivement pour sauver leurs systèmes financiers de la faillite (États-Unis, Europe), ou pour soutenir leurs économies face au ralentissement de la croissance mondiale (Chine, Japon...). L'encours des titres des dettes des États a ainsi

bondi de 80% en six ans, à 43 000 milliards de dollars en juin 2013, ce qui représente 6 142 dollars par habitant de la planète !

Jour après jour, la dette des États ne cesse de s'accroître pour permettre à la machine à faire des profits de tourner. Au mieux, cette folle logique débouche sur une politique de déflation dont l'ensemble des peuples feront les frais. Cela n'empêchera pas, à plus ou moins long terme, une purge brutale qui plongera la société dans une situation dramatique... À moins que l'intervention des travailleurs et des peuples ne viennent remettre en cause la course au profit, la propriété capitaliste et annuler la dette, pour construire un monopole public bancaire. La seule issue progressiste et démocratique.

## AFRIQUE DU SUD **Victoire de la plus longue grève de l'histoire sociale du pays**

*Personne n'a cherché à cacher son soulagement à la signature des accords de fin de grève des mineurs commencée il y a cinq mois. Un conflit marqué par l'incontestable détermination des travailleurs et de leur syndicat AMCU, qui n'a jamais faibli, malgré les pressions économiques et politiques dont ils ont fait l'objet de la part du gouvernement et du patronat minier.*

**D**u côté des travailleurs, l'annonce de l'accord a été ponctuée d'un concert de slogans sur fond – dans la tradition des luttes ouvrières sud-africaines – de chants et de danses. Un soulagement moins bruyant mais tout aussi visible du côté des représentants des trois compagnies minières impliquées dans le conflit : Lonmin, Implats et Impala.

À la base de cette grève, l'adoption d'un salaire minimum d'un montant de 12 500 rands (850 euros). Les derniers accords de la négociation portaient sur l'échéancier : cinq ans demandait le patronat, trois ans exigeait AMCU. Là encore l'obstination des négociateurs syndicaux ainsi que l'urgence pour la Chambre des mines de sortir de la crise a eu raison des derniers blocages. Le rattrapage se fera donc sur trois ans au terme desquels le plus bas salaire des mineurs de fond atteindra l'objectif des 12 500 rands, l'augmentation sera de 20% dès la première année, 8% pour les salaires intermédiaires. En revanche, AMCU n'a pas obtenu

le paiement des mois de grève. Des arrangements ont été passés sur des aides à la carte, la prise en charge des transports pour se rendre à la mine et surtout sur des allocations logement,



de santé et d'éducation pour les familles des mineurs : fixe pour les trois prochaines années pour Impala, indexées sur l'inflation pour Lonmin et Implats.

### Quels enseignements ?

Un des plus importants a été de faire admettre le principe du « salaire minimum » jamais reconnu par le patronat dans son ensemble. Un élément de première impor-

des droits d'exploitation miniers et d'un débat sur la mécanisation du travail au fond. Elle a montré la fragilité et l'instabilité paradoxale du premier secteur productif de l'économie sud-africaine.

Cette grève bouscule également les hiérarchies du gouvernement et des milieux patronaux – Noirs ou Blancs, ante ou post apartheid – qui n'ont jamais donné une priorité visible aux revendications ouvrières. Pour Mathunjwa, le dirigeant de AMCU, « cette grève représente une étape essentielle dans la transformation économique du pays ». Elle marque, en tout cas, un point – et une menace – sur la place des travailleurs dans le débat pour un nouveau plan de développement (NDP) impulsé par le gouvernement et qui confirme ses options libérales. Enfin, sur le plan politique, le soutien sans ambiguïté apporté par le nouveau parti Economic Freedom party (EFF) et le syndicat des métallurgistes Numsa, tous deux en opposition déclarée à l'ANC, amplifie le recul politique du parti de Nelson Mandela lors du dernier scrutin de mai dernier.

A.D.

tance au milieu de la traditionnelle période de négociation sociale annuelle en juin et juillet. Côté patronal, cette grève s'inscrit dans une période de renégociation

stages en entreprise, réforme de l'inspection du travail, « loi Florange » (cession d'entreprise), temps partiels de 24 heures... Toutes lois ou mesures qui font pourtant déjà la part belle aux revendications patronales ou dont l'efficacité est plus que douteuse.

### Syndicalisme d'accompagnement...

Le patronat, uni, devrait montrer la voie aux organisations syndicales : pas de pause dans la lutte de classes. Mais malheureusement nous en sommes loin. LA CFTC, la CFE-CGC sont depuis toujours les participants zélés aux discussions entérinant tous les reculs sociaux. FO semble regretter que le patronat refuse le dialogue alors que cette

confédération propose d'y mettre à l'ordre du jour les salaires, l'emploi et l'avenir de la fonction publique. Mais le plus attristé face au risque de minage de son terrain de prédilection est Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT. Pour lui les patrons « feraient une profonde erreur... S'ils ne participent pas au sommet social, il faudra mettre fin au Pacte de responsabilité. » Pour nous, ça pourrait être la bonne nouvelle de l'été ! La CFDT défend le principe de négociations de branches sur les contreparties au Pacte en termes d'emplois, de formation et de qualifications, et la conférence sociale doit notamment permettre de faire le point sur ces négociations. Pour les signataires de l'ANI sur la compétitivité des

entreprises, un des points importants était l'obtention d'une faible taxation des contrats de moins de trois mois pour tenter de convaincre les employeurs de limiter les taux d'embauches en CDD. En fait, les embauches en CDD ont battu de nouveaux records fin 2013 et sont restés au-delà de 86,6% début 2014.

### Ou refus du dialogue social ?

Mais les débats et prises de positions les plus significatifs viennent de la CGT, pendant que le débat est ouvert à Solidaires. La direction confédérale CGT reste sur la ligne du refus de la chaise vide. On vient de voir à la SNCF où menait cette orientation... De négociations en compromis, la direction CGT

a désarmé les cheminotEs, accompagnant une réforme qu'elle considère au fond comme impossible à combattre, se contentant de négocier des aménagements... avec des concessions que le gouvernement ne s'est au bout du compte même pas senti obligé de faire. Dans ces conditions, avec des modalités diverses, plusieurs structures importantes (métallurgie, FERC, Livre, UGFF, URIF, des Unions départementales et des syndicats significatifs) ont pris des positions de refus de participation à la conférence sociale. La faible mobilisation du jeudi 26 juin a contribué à faire rejallir les discussions sur la stratégie de la confédération CGT. Si certaines structures se sont engagées dans la démarche

du Collectif 12 avril, c'est bien plus largement que l'orientation de la direction est mise cause. La prochaine réunion de la Commission exécutive confédérale pourrait bien voir se reproduire une situation déjà vue en 2005 au moment du vote sur le Traité constitutionnel européen. Construire une large mobilisation contre les politiques patronales et gouvernementales est plus que jamais à l'ordre du jour. Mais le premier pas ne peut être qu'un refus de participer à une conférence dont l'unique objet est de faire croire que les seules réponses à la crise sont celles du Medef et qu'elles font consensus parmi les « partenaires sociaux ».

Robert Pelletier

## Le chiffre

# 8,9 milliards

C'est, en dollars, le montant de l'amende infligée à BNP-Paribas par la justice américaine lundi 30 juin. Un avocat de la banque française a plaidé coupable du chef d'accusation de falsification de documents commerciaux et de celui de conspiration. Pour la banque, il s'agissait de faciliter des transactions avec le Soudan, Cuba et l'Iran, violant ainsi les règles d'embargo américaine.



## Agenda

**Vendredi 4 juillet, fête du NPA, Montreuil.** À partir de 18h, débats, théâtre, musique, barbecue... square Marcel-Cachin, rue Aristide-Briand.

**Samedi 5 et dimanche 6 juillet, rassemblement contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, Bellevue.** Informations: <http://www.notredamedeslandes2014.org>



**24-27 août, 6<sup>e</sup> Université d'été du NPA, Port Leucate.** Accueil à partir du samedi 23 août à 14h, et départ le jeudi 28 août après le petit-déjeuner.

## NO COMMENT

*Depuis le début de la Coupe du monde, nous sommes malheureusement confrontés à des comportements intolérables qui nuisent à la tranquillité publique. On ne peut accepter ces débordements ! Ils sont l'exemple de la perte d'autorité de l'État. (...) J'ai décidé de prendre cet arrêté afin de donner les moyens juridiques aux forces de l'ordre pour intervenir et ainsi mettre un terme à ces agissements.*

CHRISTIAN ESTROSI, maire UMP de Nice, commentant lundi 30 juin l'arrêté municipal « interdisant l'utilisation ostentatoire de tous les drapeaux étrangers sur l'hypercentre » de la ville.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0414 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail: [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)





## EUROPE

## Hollande, Juncker et la flexibilité



Hollande / Renzi: La flexibilité, c'est par là! DR

*L'élection de Juncker, l'homme des banques et des paradis fiscaux, à la tête de la Commission européenne, donne une idée du crédit que l'on peut apporter aux prétentions de Hollande à réorienter la politique européenne. Moins encore que des velléités...*

Juncker est la « mauvaise personne », accuse le Premier ministre anglais Cameron, dénonçant le fait que les dirigeants européens « renoncent », au profit des partis politiques, à leur prérogative de nommer le président de la Commission. Le seul à avoir voté avec Cameron contre Juncker est son homologue hongrois, Viktor Orban, pour le moins très à droite... qui a tenu cependant à rassurer en évoquant les « points de convergence » qu'il pouvait avoir avec Juncker. Pas très surprenant.

Les accusations grandiloquentes de Cameron sont tout aussi ridicules que les éloges du nouveau mode d'élection en rien démocratique du président de la Commission : un arrangement entre partis dans le dos des peuples. Ces vaines gesticulations participent du consensus réactionnaire dans lequel baignent les sommets des institutions européennes auxquelles se plie même la gauche dite radicale.

## Hollande et sa petite musique

Hollande essaye cependant de jouer sa petite musique. Il est allé chercher à sa rescousse le jeune et bouillant italien Matteo Renzi qui lui aussi se dit partisan d'un « changement radical »... Ni plus ni moins qu'une plus grande « flexibilité » dans l'application des règles budgétaires afin de soutenir l'investissement et la croissance !

Hollande a rendu public, la veille de la Commission européenne, son « agenda pour la croissance et le changement en Europe ». « Depuis deux ans, les bases d'un rebond ont été posées. Il est temps de changer d'échelle et d'ouvrir une nouvelle étape », écrit-il, cela autour de cinq grands objectifs : une politique économique orientée vers la croissance, la lutte contre le chômage des jeunes, une politique européenne de l'énergie, la maîtrise des flux migratoires et enfin un « choc de simplification » pour les institutions. Il propose un « programme de convergence fiscale et sociale renforcée, afin de lutter contre la concurrence déloyale », avec notamment « un salaire minimum dans tous les États membres » et la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. « La taxe sur les transactions financières devra effectivement être mise en place pour 2015 »... On nous promettrait une « grande bataille » à Bruxelles entre les partisans de la rigueur et ceux de la relance. En fait, ni montagne ni souris, la commission n'a accouché de rien. Elle a simplement reconnu aux États membres le droit à plus de « flexibilité » dans l'application du Pacte de stabilité dès lors qu'ils réalisent les réformes structurelles demandées. Rien ne change et Angela Merkel l'a immédiatement précisé : « La flexibilité, cela signifie que le pacte de stabilité sera appliqué de la meilleure manière possible. » Et d'ajouter que « ce ne sera pas aux États de décider eux-mêmes de l'application de cette flexibilité, mais à la Commission. »

Hollande n'avait rien à ajouter puisqu'il est d'accord... Gesticulations et consensus.

**Yvan Lemaître**

BUDGET RECTIFICATIF **L'austérité, encore, toujours!**

*Depuis quelques jours, deux textes cruciaux sont discutés par les députés : le projet de loi de finances rectificative (PLFR) et le projet de loi de financement rectificative de la Sécurité sociale (PLFRSS). Ces deux textes vont décliner très concrètement les premières mesures du plan d'économie de 50 milliards et du Pacte de responsabilité.*

Pour faire avaler la pilule, le gouvernement, a pris soin de mettre en avant, dès l'ouverture du débat, la baisse des impôts sur le revenu, voire son exonération. Et les chiffres donnés pourraient faire croire à un « tournant social » de ce gouvernement. Mais la réalité est tout autre.

## On serre la ceinture, un cran de plus

En septembre, l'impôt sur le revenu des contribuables dont le revenu fiscal de référence est inférieur à 1,1 fois le Smic baissera de 350 euros. Cela concerne 3,7 millions de foyers fiscaux dont 1,9 seront exonérés et reviendront ainsi

à leur situation antérieure, ni plus ni moins. Mais le gel du barème de l'impôt sur le revenu, instauré par la droite, est lui bel et bien maintenu ! Les foyers situés juste au-dessus de ce seuil assez bas verront donc leur impôt augmenter. Un bel enfumage ! Mais le cœur de ce projet de budget rectificatif est ailleurs : il s'agit d'entamer le plan d'économie de 50 milliards, avec d'ores et déjà, 4 milliards de baisse supplémentaire des dépenses publiques en 2014 : annulation de crédits sur les budgets de la défense, de l'écologie, de la recherche, du travail, etc. Ces 4 milliards supplémentaires de baisse des dépenses pour 2014 devraient

selon le gouvernement permettre de rester dans les clous vis-à-vis du Pacte de stabilité européen. Mais même de ça, on n'en est pas sûr...

## Le patronat pleure la bouche pleine

La baisse du coût du travail est au cœur des discussions et du projet de loi rectificatif de financement de la Sécurité sociale : c'est tout simplement la mise en musique du Pacte de responsabilité. Et là les cadeaux au patronat sont assez inédits...

Voilà donc la réduction dès 2015 des cotisations sociales sur les bas salaires, ainsi que celle des cotisations sociales des indépendants. De plus, une seconde salve d'allègements sur les salaires jusqu'à 3,5 Smic est prévue pour 2016. Ces mesures s'ajoutent au crédit impôt-compétitivité emploi (CICE), voté en 2012, qui consiste déjà en une réduction des cotisations sociales pour les entreprises : il coûtera 10 milliards à l'État en 2014, et 20 à l'horizon 2017. Enfin, le projet prévoit des gels de prestations sociales, notamment familiales, et le maintien du pouvoir d'achat des retraités les plus pauvres n'est toujours pas garanti. Selon ce gouvernement si attentionné, toutes ces mesures sont prises au nom de la « compétitivité » et de l'emploi. Hélas pour eux, la rapporteure générale du projet a fait chiffrer l'impact du Pacte de responsabilité et des 50 milliards d'économies par la Direction générale du trésor et des finances publiques. Et les résultats sont sans appel puisque selon ce chiffre le plan d'économies de

50 milliards d'euros pourrait avoir un « impact négatif sur la croissance de 0,7% par an en moyenne entre 2015 et 2017 », et « entraîner la suppression de 250 000 emplois à l'horizon 2017 ». Si même eux le disent...

## Dis-moi ce que tu votes, je te dirai qui tu es...

L'examen de ce projet de loi de finances rectificative devrait se terminer jeudi 3 juillet dans la soirée. Mais dès mardi 1<sup>er</sup> juillet, les députés se sont prononcés – majoritairement de façon favorable cela va sans dire – sur ce texte. Puis le mardi 8 juillet, il front de même sur le financement de la Sécurité sociale.

Au PS, les « contestataires » et autres « frondeurs » ont laissé planer la menace d'une abstention, voire de voter contre... ce qui n'a pas été mis à exécution ! Contre l'avis de leur groupe, ils ont déposé des amendements sur les deux projets de loi rectificative (d'autres amendements allant dans le même sens ont également été déposés par le Front de gauche et EÉLV) : « fléchage » du crédit d'impôt compétitivité emploi, aides à l'apprentissage, au logement, crédits supplémentaires pour les contrats aidés, mesures sur l'impôt sur les sociétés... Si cela correspond bien à leur souhait de « rééquilibrer » les efforts d'économies, ils sont bien loin de proposer une politique véritablement alternative au service des salariés et du plus grand nombre. Quand on n'est pas d'accord, on commence d'abord par s'opposer. C'est aussi simple que ça.

**Sandra Demarcq**



## « ABCD DE L'ÉGALITÉ » À plat ventre devant les réacs!

*Le dispositif « ABCD de l'égalité » avait été mis en place l'an dernier, avec l'accord conjoint du ministère de l'Éducation et de celui des Droits des femmes. On peut donc s'en douter : rien de bien révolutionnaire derrière tout ça... Et pourtant ce gouvernement recule encore!*



Hamon en marche arrière. DR

À partir du constat que « les inégalités de traitement, de réussite scolaire, d'orientation et de carrière professionnelle demeurent bien réelles entre filles et garçons », il s'agissait « d'agir dès l'école primaire pour lutter contre la formation de ces inégalités dès le plus jeune âge, en agissant sur les représentations des élèves et les pratiques des acteurs de l'éducation. » Il offrait « aux enseignants des outils et des ressources pour aider à la prise de conscience des préjugés, dans et hors la classe, et transmettre une culture de l'égalité entre les sexes » (d'après le site du Centre national de documentation pédagogique).

Le dispositif a été mis en œuvre cette année à titre expérimental dans 275

écoles (sur 48 000), et a été évalué par l'inspection générale. Le rapport devrait être rendu public prochainement, mais Benoît Hamon l'a déjà annoncé : « la conclusion du rapport de l'inspection générale, c'est que le bilan des ABCD est positif ». Enfin une bonne nouvelle ! Et donc ? Le même Benoît Hamon a annoncé que ce dispositif au « bilan positif » non seulement ne sera pas généralisé, mais qu'il passait tout simplement aux oubliettes !

## « Apaiser » la réaction ?

En effet, le ministre « veut apaiser ». Apaiser qui ? les excités de la « Manif pour tous » et autres réactionnaires (notamment autour de Farida Belghoul) qui veulent voir les petites filles en robe rose et les petits garçons

en pantalon bleu. Au-delà de ces clichés vestimentaires, c'est tout un projet réactionnaire et inégalitaire qui se développe : ils ne supportent pas l'idée d'une société où chacun et chacune, quelle que soit son sexe, son genre et son orientation sexuelle puisse être traité à égalité. Pour eux, quelle hérésie que de vouloir faire réfléchir les enseignants et les enfants à la place qu'ils et elles occupent dans la cour de récréation, à leurs jeux et activités, à leurs qualités et défauts présumés ! Pourquoi ouvrir le champ des possibles pour les avenir professionnels de chacunE ? Ouvrir l'imaginaire des petites filles vers des secteurs professionnels traditionnellement masculins ? Pour tenter de se gagner l'opinion, ces réactionnaires de tout poil ont

propagé l'idée d'une « théorie du genre » qui amènerait les enseignants à pervertir les enfants (on obligerait les petits garçons à porter des robes et les petites filles à se masturber !). La réalité, c'est que ces réacs ne veulent tout simplement pas de l'égalité des droits et des choix pour les écoliers.

Et c'est pour « apaiser » ces gens-là, ces excités réactionnaires et fascistes, que le gouvernement a une fois de plus reculé. En lot de consolation, un « plan d'actions pour l'égalité filles-garçons à l'école » qui ne trompe personne. Le ministre prétend que la formation sera généralisée à tous les enseignants, alors qu'en réalité elle ne concernera que les enseignants nouvellement nommés. Pour tous les autres, une énième « mallette pédagogique », que les enseignants auront le choix de consulter, ou pas, puisque le ministre rappelle leur « liberté pédagogique » : l'éducation à l'égalité, ce sera donc une option à moduler selon le point de vue de chacun.

Une riposte doit s'organiser ! Un collectif, rassemblant des associations féministes, des syndicats et des associations de parents d'élèves a lancé une pétition et a appelé à un premier rassemblement ce mercredi 2 juillet. Le NPA s'associe bien sûr à toutes ces initiatives.

**Catherine Stotzky**



# LIBYE Et après les urnes ?

Pour la deuxième fois depuis la chute du colonel Kadhafi en 2011, la Libye a été appelée aux urnes, mercredi 25 juin. Le scrutin a été émaillé de violences allant jusqu'à des assassinats, dont celui, ciblé, de l'avocate Salwa Bouguiguis, militante des droits des femmes, libérale et ex-membre du Conseil national de transition (CNT) en 2011.

Les Libyens ont boudé les urnes. Sur environ 3,4 millions de personnes ayant le droit de voter, seuls 1,5 million s'étaient inscrits, contre 2,8 millions pour le scrutin de 2012. La « Haute commission électorale » a avancé un chiffre de 630 000 suffrages exprimés (soit 42%).

## Le manque de crédibilité des candidatures

Toutes les candidatures étaient obligatoirement « hors parti », puisque les listes de partis politiques étaient interdites. Un candidat a bien résumé la situation : « Tout seul (dans le sens de sans parti) c'est difficile d'établir un programme. Donc, nous, les candidats, avons à peu près tous fait la même chose » au niveau des propositions avancées.

Les alliances futures sont encore peu prévisibles. Mais il faut très probablement s'attendre à une domination islamo-conservatrice. Lors des élections législatives de 2012, l'« Alliance des forces nationales », regroupant des libéraux, nationalistes et bourgeois démocrates, était arrivée largement en tête avec 48 % des voix. Venait ensuite avec 10,3 %, l'émanation locale des Frères musulmans. Les islamistes et islamo-conservateurs sont arrivés, mieux que les autres forces, à construire des alliances, en trouvant des soutiens parmi les députés non inscrits. Ces derniers étaient souvent des notables locaux avec un profil « tribal ».

## Structuration tribale et pouvoir des milices

Kadhafi avait interdit tous les partis politiques et toute expression collective de la société « qui ne ferait que diviser le peuple, alors que le peuple est au pouvoir »... Cela ne laissait comme mode d'expression politique que les structures claniques et tribales. En outre, les notables locaux étaient souvent proches de telle ou telle milice locale.

À la différence de la Tunisie ou de l'Égypte, le renversement de l'ancien régime avait surtout été l'œuvre de groupes de rebelles armés. Ceux-ci ont gagné un poids important après la chute de Kadhafi. Et surtout, les nouvelles autorités avaient promis de rémunérer les membres des milices. Résultat, leur nombre est passé de 25 000 à environ 300 000... Certaines milices ont une orientation islamiste voire djihadistes, d'autres sont laïques ou à connotation régionale.

## La situation des droits des femmes

L'un des premiers textes des nouvelles autorités portait sur la facilitation de la polygamie : Kadhafi avait donné à la première épouse un droit d'opposition, pouvant empêcher son mari de se marier une seconde fois. Le nouveau pouvoir a amendé la loi en enlevant ce droit d'opposition. Même si le tribunal constitutionnel a ensuite cassé cet amendement, cela a permis aux islamistes et conservateurs de se forger des alliances parmi les non-inscrits. Néanmoins, les associations et ONG se battant pour les droits des femmes



ne sont pas restées inactives. Elles ont même obtenu une victoire importante avec les décrets de février et juin 2014 qui reconnaissent comme crime les viols perpétrés pendant les combats de 2011. Il s'agit d'un important pas en avant dans un pays où, longtemps, les femmes violées se sont tuées par peur d'être à leur tour en situation d'accusées.

## L'offensive militaire contre les milices islamistes

Sous la direction du général Haftar, elle se poursuit depuis mai dans l'est de la Libye avec le soutien d'une partie de la population. Il

prétend avoir levé 70 000 hommes, soit autant que les islamistes qu'il combat. Le général se rêve un destin comparable à celui de Sissi, le nouvel « homme fort » de l'Égypte, qu'il dit admirer.

Pour le moment, il n'intervient pas directement sur la scène politique, et n'a pas présenté de candidature aux élections. Les liens prétendus ou réels de Haftar avec les USA font l'objet de nombreuses spéculations : il avait fait défection à Kadhafi dans les années 1980 pour vivre ensuite aux États-Unis... à proximité du quartier général de la CIA.  
Bertold du Ryon



## Le monde en bref

### Nigeria Spirale de violence

De nouveau la secte islamiste Boko Haram a frappé en menant, la semaine dernière, un attentat dans un centre commercial d'Abuja, la capitale administrative du Nigeria, faisant une vingtaine de morts et autant de blessés. Tant que cette secte ne s'attaquait principalement qu'aux populations pauvres du pays, le gouvernement se souciait peu du problème, mais depuis l'enlèvement de plus de deux cents lycéennes, et la menace proférée par le leader de la secte Abubakar Shekau de vendre ces jeunes filles comme esclaves ou de les marier de force avec ses combattants, un vent de protestation souffle sur le pays. Au Nigeria, la campagne « Bring back our girls » (ramenez nos filles), relayée ensuite dans le monde, porte en elle une contestation du gouvernement et plus profondément de la gestion du pays depuis des années. En effet l'incapacité du gouvernement à venir à bout de ce groupe révèle au grand jour le degré de corruption, de complicités dans certains cas, et d'inefficacité des élites...



### Boko Haram et l'armée : l'étau

Déjà Amnesty International révélait que l'armée, bien que prévenue de l'attaque contre le pensionnat de Chibok, a laissé faire. De plus, le comportement des forces armées nigérianes, violentes contre les civils, n'a rien à envier à celui de Boko Haram, au point que les populations civiles, qu'elles soient d'ailleurs musulmanes ou chrétiennes, craignent autant les raids de Boko Haram que ceux de l'armée. La situation est telle que la Maison Blanche a dû dénoncer le comportement des militaires de ce pays considéré pourtant comme allié. Cette crise révèle le degré effarant de corruption qui règne dans ce pays. Alors que 25 % du budget national est consacré à la sécurité, sur le terrain, les soldes des soldats ne sont pas toujours versées, les équipements sont vieillissants et notoirement insuffisants, à tel point que parfois les soldats ne peuvent se déplacer faute de carburant. Ces milliards sont détournés par cette hiérarchie militaire qui agit à l'identique des autres responsables du pays, coupables de détournement des fonds issus de l'exploitation du pétrole. Et à un an des élections présidentielles, la seule mesure volontariste prise par le gouvernement est de tenter de bâillonner la presse, histoire de cacher son impuissance.  
Paul Martial

### Europe Leurs frontières tuent

L'Europe continue à discuter sans fin de la situation des immigrés qui fuient leurs pays, et pourtant, les côtes italiennes continuent d'être le lieu de drames souvent mortels. Ainsi, dimanche dernier, une trentaine de cadavres ont été retrouvés dans un bateau sur le canal de Sicile. À bord de ce bateau de pêche se trouvaient 590 réfugiés... Depuis le début de l'année, plus de 60 000 personnes ont débarqué dans le sud de l'Italie. Ils viennent de Libye, de Syrie, d'Érythrée ou d'Afrique sub-saharienne. Ils fuient leurs pays pour des raisons économiques ou politiques, notamment là où les guerres sévissent. Parmi eux, des femmes enceintes et des enfants. Ces familles n'ont plus rien à perdre et tentent l'impossible pour essayer de survivre. Pendant ce temps, l'Italie a obtenu un renforcement de Frontex (l'agence de surveillance des frontières européennes). Mais quel pays de l'Union européenne se pose le problème de l'accroissement de la pauvreté en Afrique ? Aucun, ils préfèrent parler des droits de l'homme...

# ÉGYPTE Répression tous azimuts du pouvoir militaire

Il y aurait actuellement 41 000 personnes détenues en Égypte pour des motifs politiques, dont environ 700 mineurs. Seulement 4 % d'entre elles seraient accusées de délits terroristes, et 89 % de participation pacifique à des actions politiques.

## Répression implacable contre les Frères musulmans

Depuis le 3 juillet 2013, plus de 1400 manifestants pro-Morsi ont été tués et environ 15000 personnes ont été arrêtées. Le pouvoir militaire égyptien a franchi un nouveau cap le 21 juin, en confirmant la condamnation à mort de 183 membres ou sympathisants présumés des Frères musulmans, portant le nombre des condamnations à mort confirmées à 247. L'Égypte n'avait pas vu d'exécutions depuis octobre 2011, or sept condamnés ont été exécutés en juin, mettant un terme à un moratoire de fait.

Dans une autre affaire, neuf personnes, dont trois journalistes d'Al Jazeera, (parmi eux un Australien et un Canadien), ont été condamnées le 23 juin à des peines allant de 7 à 10 ans d'emprisonnement, tandis que les onze condamnés par défaut (dont trois journalistes, hollandais ou anglais) se voyaient infliger des peines de dix ans d'emprisonnement. Lorsqu'ils étaient aux responsabilités, les Frères musulmans et Mohamed Morsi avaient également réprimé les opposants et le mouvement populaire.



Réaction à l'annonce de la condamnation à mort de 183 personnes. DR

Mais rien ne saurait justifier pour autant la répression actuelle, dont l'objectif est en réalité de faire taire et de dissuader toute contestation.

## Offensive contre la gauche

Depuis l'arrivée au pouvoir du Maréchal Al-Sissi, les militantEs de gauche font face à une vague de répression pire que celle en vigueur avant la révolution de 2011. Suite à la loi criminalisant les mouvements sociaux,

des peines allant de 3 ans à 15 ans de prison ont été prononcées pour participation à des manifestations pacifiques.

Samedi 21 juin, plusieurs organisations de gauche et du centre appelaient à une manifestation au Caire pour dénoncer cela. Cet appel a donné lieu à diverses initiatives le même jour dans plusieurs capitales dans le monde, dont Paris. Au Caire, quinze minutes après le

début du rassemblement, la police a commencé à attaquer le rassemblement avec des gaz lacrymogènes et a procédé à des arrestations ciblées. Sur la cinquantaine d'arrestations, 22 militantEs sont détenus dans les prisons égyptiennes dans l'attente d'un procès qui, on le sait, ne sera pas équitable dans la mesure où la justice est inféodée au pouvoir en place.

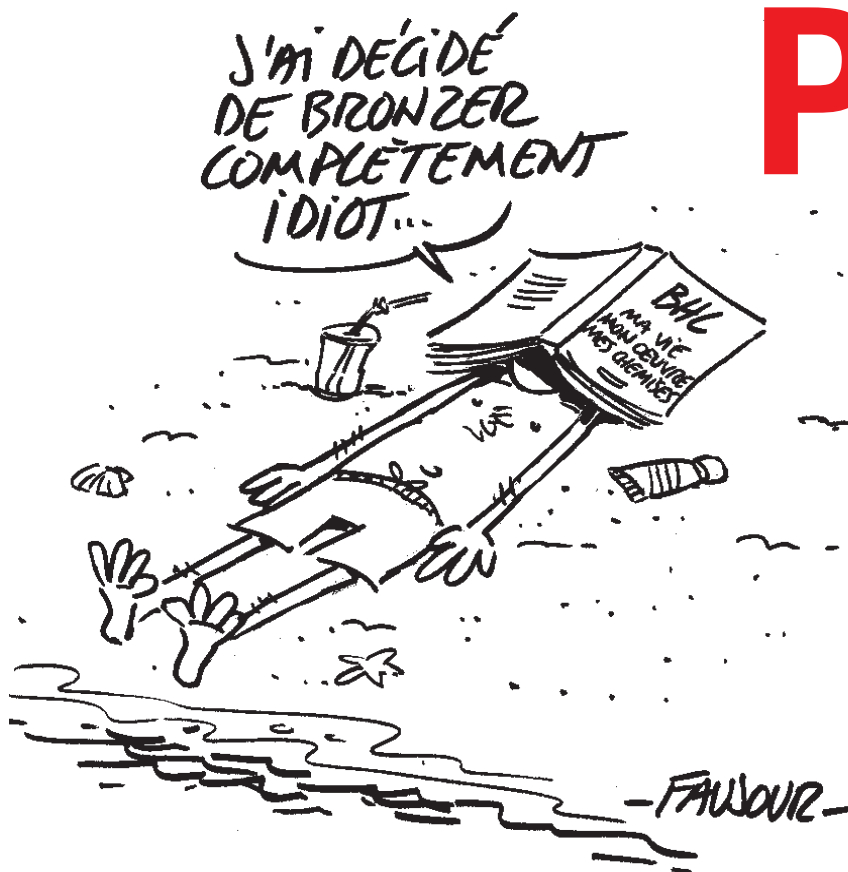
## Une nécessaire campagne contre le retour de l'ancien régime

La volonté du Maréchal-Président Sissi de remettre pleinement en place « l'ordre » avant 2011 ne semble plus à démontrer. Il s'appuie pour cela sur un appareil d'État pour l'essentiel inchangé depuis l'époque de Moubarak.

La seule inconnue est la capacité du mouvement social à se lancer dans une contre-offensive, ainsi que celle de la gauche à proposer une alternative crédible, en rupture avec le capitalisme néolibéral des militaires et des Frères musulmans. Pour y parvenir, le peuple égyptien a plus que jamais besoin de notre soutien.  
Tom Lenoir



# Pas de vacances pour la culture



**C**ette année au moment de penser aux vacances, aux livres à lire au soleil ou au festival qui va nous distraire et nous enrichir, nous sommes tous confrontés à la violence de leur société qui reproche

à la culture de ne pas être rentable et a donc décidé de stigmatiser une fois de plus les plus fragiles d'entre nous. Rappelons que, pour nous, la culture, ce n'est ni Disney, ni le Puy du Fou,

ni les chaînes de télévision, outils de nivellement et de manipulation, et exploités d'intermittents du spectacle et autres travailleurs précaires. Bel été à tous!

Dossier coordonné par Catherine Segala

## “ Les intermittents forment un groupe très hétérogène et une des forces du mouvement est d'avoir réussi à en tirer profit ”

**Entretien.** Nous avons rencontré Jérémie Sinigaglia, chercheur et auteur de *Artistes, intermittents, précaires en lutte*. Retour sur une mobilisation paradoxale<sup>1</sup>, un livre qui revient sur la grande lutte de 2003.



**Que met-on sous le terme « d'annulation du festival d'Avignon 2003 » ? Comment cela s'est-il passé ?**

À l'été 2003, Avignon est l'enjeu central du conflit. Le festival a déjà été perturbé mais jamais annulé, pas même en 1968. Les intermittents votent la grève à la première assemblée générale au Palais des Papes. Des personnalités de la culture s'y opposent : Bartabas dénonce la manipulation syndicale, Patrice Chéreau reproche aux grévistes de se « tirer une balle dans le pied », Ariane Mnouchkine compare la grève à un bûcher... Parmi les intermittents mobilisés aussi, le recours à la grève est discuté. L'attachement au festival, la perte de salaire, la crainte des répercussions sur les compagnies sont souvent évoqués. Certains estiment qu'il faudrait trouver une manière

plus créative de lutter. Mais les grévistes sont majoritaires. Le directeur du festival annonce alors sa décision de l'annuler. Du côté des intermittents, le sentiment est confus. L'annulation est la preuve de la force de la mobilisation mais elle les prive de leur grève et de sa couverture médiatique.

**Quels sont, à ton avis, les acquis de ce mouvement et de cette grève ?**

Je crois que la force de ce mouvement, c'est d'abord d'avoir su maintenir une sorte d'état de veille. La signature de l'accord du 22 mars 2014 ouvre un nouvel épisode du conflit, mais il s'inscrit dans la continuité de 2003. La mobilisation actuelle hérite de réseaux qui se sont réactivés et qui donnent un cadre aux intermittents qui veulent s'engager. En marge des syndicats, notamment de la CGT-Spectacle qui joue un rôle important, la Coordination des intermittents et précaires propose un mode très souple d'engagement, qui correspond bien aux artistes. Chacun peut prendre part à la lutte à sa façon. Certains ont plutôt le goût de l'action directe et participent aux occupations. D'autres préfèrent le travail institutionnel, le lien avec les parlementaires ou avec la presse. D'autres font un peu tout à la fois. Les intermittents forment un groupe très



hétérogène et une des forces du mouvement est d'avoir réussi à en tirer profit.

**À la veille des festivals d'été, comment vois-tu par comparaison le mouvement actuel ?**

Difficile de prédire l'issue d'une mobilisation ! La précédente a été très forte et s'est pourtant soldée par un échec sur le plan des revendications. Cette fois, la conjoncture est un peu différente. La crise économique et sociale s'est étendue et le mécontentement se généralise. Si cela ne se traduit pas toujours pas des mobilisations, le thème de la convergence des luttes revient, et on a même assisté

à un rapprochement avec les cheminots. Mais cela reste difficile car cela pose la question de la définition du mouvement : est-ce une mobilisation d'artistes, de précaires, de salariés ? On peut toujours répondre que c'est les trois, ce qui n'est pas complètement faux, mais en réalité chaque réponse peut donner lieu à un élargissement des mots d'ordre, qui pourra servir la convergence, mais aussi à la dilution des revendications. Le fait que l'enjeu de la lutte soit encore une fois les festivals de l'été donne peut-être un début de réponse.

**Propos recueillis par Olivier Neveux**  
1 - Presses Universitaires de Nancy, 2012, 16 euros.

## Expos

**En Île-de-France**

« **In Situ Art Festival** »  
Au Fort d'Aubervilliers (93).  
Jusqu'au 14 juillet.



Deux hectares de friches industrielles, militaires, urbaines sont ouvertes au public : elles accueillent sur le thème de la Transition une superbe exposition d'œuvres de Street Art créées sur place par plus d'une cinquantaine d'artistes invités internationaux : Jef Aerosol, David Walker, Jorge R. Gerada, Sixo, OnOff et bien d'autres. Certaines œuvres sont encore en gestation. Une surprenante promenade au milieu de centaines de mètres de tags et fresques murales sur palissades industrielles, de façades de bâtiments décorées, de carcasses de voitures peintes, d'alcôves urbaines ornées et même d'un gigantesque portrait de 1200m<sup>2</sup> peint sur le sol d'un parking, bien visible en hélicoptère... Tous les styles graphiques et picturaux sont représentés du graffiti à l'hyperréalisme, tous les sujets sont abordés, tous les lieux et les supports sont investis, avec beaucoup d'ingéniosité et souvent d'humour. Traces des friches urbaines et de la mémoire du passé de ces lieux, encore récemment casse automobile, camp militaire, fourrière, résidence pour artistes... La transition du site en images et en couleurs.  
**Ugo Clerico**



« **Le musée imaginaire d'Henri Langlois** »

À la Cinémathèque française.  
Jusqu'au 3 août.

La Cinémathèque française rend hommage à son créateur au travers d'une exposition, de rétrospectives, de conférences, d'ouvrages, et d'activités pour le jeune public. Henri Langlois fut un personnage savant et dénué d'esprit de sérieux, intempêtif et opiniâtre, à l'instar des autres figures géniales du XX<sup>e</sup> siècle qui mêlèrent l'extravagance de leurs projets à celle de leur comportement. Pittoresque pédagogue, poète d'un art qui n'en finissait pas de douter qu'il en soit un, Henri Langlois offre à la jeune cinéphilie d'aujourd'hui l'occasion d'un éloge du goût comme posture éthique, face aux tendances cyniques et uniformisantes de l'idéologie consumériste.

**Milo**



« **Salut Barbès !** »

À l'iReMMO (5, rue Basses-Carmes à Paris)  
Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre.

Depuis 1982, Bruno Lemesle photographie les atmosphères de la Goutte d'Or. Il capte les regards et cherche des angles nouveaux dans ce quartier populaire où le métissage

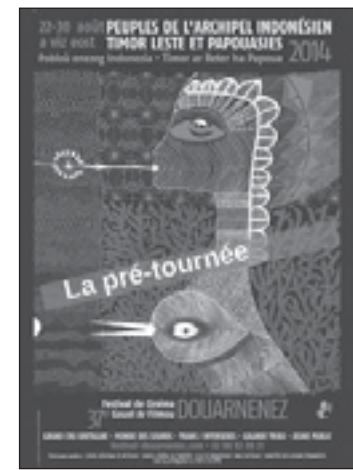


# Festivals

## 37<sup>e</sup> Festival de cinéma de Douarnenez (29)

Du 22 au 30 août

Pour l'édition de 2014, ce festival abordera la question des populations de l'archipel Indonésien, dans son sens large. À la rencontre de peuples insulaires, situés entre deux continents, et



de leurs histoires : coloniales, de la dictature de Suharto avec le massacre des communistes, leurs démocraties récentes, les conflits ethniques, la multiplicité des langues et des cultures, ainsi que le chamanisme, les diasporas, les religions, l'écologie. L'occasion de belles découvertes. Tout un programme!

**Christine Schneider**

[www.festival-douarnenez.com](http://www.festival-douarnenez.com)

## Des chansons à Blanzat (63) et Montcuq (46)

Il y a festival et festival. En voici deux qui ne ressemblent pas tout à fait aux autres : « On connaît la chanson » et le « Festival de chanson à texte de Montcuq ». D'abord ils sont petits et ne veulent pas grandir, rester en tout cas à taille humaine ce qui est déjà bon signe. Ce ne sont, ni l'un ni l'autre, des machines à créer de l'événement. Si éventuellement il y a, il est au cœur de chaque concert

entendu, de chaque chanson. De chaque rencontre, simple, entre public et artistes. La chanson qu'on entendra dans ces deux rendez-vous porte une poésie fervente, sociale, sincère, qui passe par la colère, la radicalité. Mais également par l'intimité, la connivence.

On connaît la chanson se déroule du 15 au 19 juillet à Blanzat, à côté de Clermont-Ferrand. On y retrouve cette année Michel Bühler, chanteur suisse (et également militant de la cause palestinienne), Jacques Bertin (qui a longtemps écrit dans *Politis*), et encore Laurent Berger, Loïc Lantoin, Kent, Batlik... Ici les journées sont bien remplies. On invite les spectateurs à chanter. Au programme cette fois la Chanson de Craonne et autres textes antimilitaristes. Les après-midi sont consacrées à des lectures et des débats.

Le Festival de chanson à texte de Montcuq a lieu juste après, du 24 au 26 juillet, pas très

loin de Cahors. Installé dans la cour du collège pour trois soirs de chanson, avec Henri Courseaux (à l'origine de ce festival), Pierre Lebelège, Frédéric Bobin, Yvette Théraulaz, Karim Gharbi et Jeanne Garraud. Des artistes à connaître là aussi, dont les chemins ne croisent et ne croiseront pas les grands médias, trop occupés à nous gaver de choses insipides ou terrifiantes. Artistes que vous ne pouvez rencontrer que dans ce circuit marginal. Mais c'est sans doute dans cette marge qu'il y a le plus de place, le plus de liberté.

Et dans les deux cas, on peut manger sur place, tous ensemble, avec les artistes et les organisateurs.

**Rémo Gary**

[www.onconnaîtchanson.fr](http://www.onconnaîtchanson.fr)  
[www.festichanson-montcuq.com](http://www.festichanson-montcuq.com)

## Fest'arts à Libourne (33)

Ce gros festival des arts de la rue se déroule du 7 au 9

août dans différents lieux de la ville girondine. 189 représentations dont 150 gratuites... Des spectacles de grande qualité. Comme dans tout festival, il faut programmer ce que l'on souhaite voir car le risque est de passer à côté de tout!

**Bea Walylo**

<http://www.festarts.com>

## Festival Musicalarue à Luxey (40)

C'est l'histoire d'une fête traditionnelle, dans un village de 650 habitants, qui a bien tourné, une bande de copains devenus organisateurs après en avoir été les acteurs. Un festival de musique et des arts de la rue qui rassemble 40 000 spectateurs autour de 80 groupes et compagnies, avec du 14 au 16 août de grosses têtes d'affiche : Bernard Lavilliers ou IAM, mais aussi de petits groupes.

**Bea Walylo**

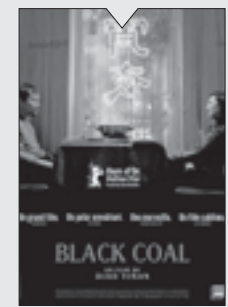
[www.musicalarue.com](http://www.musicalarue.com)

# Cinéma

## Black coal de Diao Yinan

Avec Fan Liao, Lun-mei Gwei et Xue-bing Wang  
Sortie le mercredi 11 juin

Comme dans certains films noirs américains des années 40-50, dont le réalisateur dit s'être inspiré,



l'intrigue n'est pas toujours parfaitement claire ni très cohérente. Mais c'est l'atmosphère, les situations

et les personnages qui comptent. Le scénario est somme toute basique mais la photo est splendide et une ambiance envoûtante se dégage de *Black Coal*. On peut considérer les morceaux de corps humains éparpillés dans le charbon aux quatre coins de la Chine comme une allégorie sur le sort du prolétariat chinois. Dès les premières images, on sent la puissance industrielle de ce pays et la sueur, les souffrances qu'elle représente. La crainte de la censure a empêché le cinéaste de faire exactement ce qu'il voulait comme il le voulait : parler de la société chinoise, de sa violence et de son injustice. On devine donc le contexte social et humain davantage qu'on ne le voit. Après *A touch of sin* de Jia Zhang-ke (2013), la Chine vient donc de produire un nouveau film qui nous montre l'envers du grand bond en avant capitaliste.

**Gérard Delteil**

## The homesman de Tommy Lee Jones

Avec Tommy Lee Jones, Hilary Swank et David Dencick  
Sortie le mercredi 18 mai

Voilà un bon western pour qui les aime. Mais ce n'est pas que cela. En tout cas le genre est renouvelé par un point de vue original. Beaucoup de femmes craquent quand elles se retrouvent dans l'ouest américain, dans les territoires, mariées à des brutes,



confrontées à la violence des rapports humains, aux difficultés de la vie, à l'isolement, à la perte des enfants...

qui ne peuvent être soignés... Durant l'hiver 1854, une communauté de pionniers décide de reconduire vers l'Iowa plusieurs femmes devenues folles dans un fourgon cellulaire pour un voyage de 5 semaines. Et c'est finalement une femme qui accepte de mener le convoi, aidé par un vieux vagabond marginal (Tommy Lee Jones, acteur et réalisateur du film), autant dire un attelage improbable dans cet univers sauvage dominé par les hommes, la religion et l'argent. Sélectionné à Cannes 2014, il faut se dépêcher d'aller voir ce film sorti depuis plusieurs semaines.

**Jean-Marc Bourquin**

# Polars

## Trilogie de la crise grecque, Petros Markaris

*Liquidations à la grecque, Point poche, 2013, 7 euros*  
*Le justicier d'Athènes, Seuil policier, 2013, 21 euros*  
*Pain, éducation, liberté, Seuil policier, 2014, 21 euros*

Ces trois petits polars permettent à Markaris de dresser un tableau assez réaliste de la crise grecque.

Le deuxième opus commence d'ailleurs par le suicide de retraités sans ressources. De mystérieux justiciers entrent en scène et assassinent des ban-

quiers spéculateurs, des fraudeurs du fisc et des politiciens qui ont trahi leurs idéaux. L'improbable commissaire Charitos, un brave homme bien qu'il ait débuté sa carrière... sous la dictature, mène ainsi trois enquêtes successives sur le même thème. Bien que les énigmes soient un peu tirées par les cheveux, c'est rondement mené, dans un style percutant, sauf le troisième ouvrage, très court, qui est franchement bâclé.

**Gérard Delteil**

## Aux animaux la guerre, Nicolas Mathieu

*Actes Sud, 2014, 22,50 euros*

On ne parle pas souvent de la classe ouvrière dans les polars.

Celui-ci fait exception en prenant pour personnage principal un ouvrier devenu, davantage par hasard que par choix militant,

secrétaire du comité d'entreprise d'une boîte qui s'appête à licencier son personnel. Il a tapé dans la caisse et va se lancer dans toutes sortes de combines pour s'en tirer. Nicolas Mathieu sait faire vivre ses caractères et leurs situations assez désespérantes dans une région frappée durement par la crise. On regrettera qu'il se perde parfois dans une multitude de personnages secondaires et ne donne pas plus de place à ces ouvriers qu'il décrit si bien. Mais l'ensemble forme un roman vraiment noir qui tient la route.

**Gérard Delteil**

## Première station avant l'abattoir, Romain Slocombe

*Seuil policier, 2013, 21,50 euros*

Un journaliste britannique proche du PC, alcoolique et honorable correspondant du Guépéou, est chargé de couvrir la conférence de Gênes où les émissaires de la jeune république soviétique vont rencontrer ceux des grands États impérialistes qui ont combattu la révolution. La ville est le théâtre d'innombrables intrigues et assassinats. Une mystérieuse et belle photographie manipule cet anti-héros



pour approcher les dignitaires soviétiques retranchés dans un hôtel bunkerisé parmi lesquels s'affrontent staliniens et trotskistes.

Le journaliste lui-même a pour mission de démasquer un traître au sein de la délégation, tandis que les chemises noires de Mussolini commencent à faire régner la terreur dans la cité portuaire. Un bel imbroglio et une impressionnante galerie de portraits. Visiblement Slocombe n'éprouve pas une sympathie délirante pour les bolcheviks et certaines de ses hypothèses sont pour le moins invraisemblables. Mais son style ironique et élégant permet de lui pardonner ces entorses à l'histoire et au réalisme.

**Gérard Delteil**

## L'équation de plein été, Keigo Higashino

*Actes Sud, 2014, 22,80 euros*

Les polars japonais ont une musique étonnante, liée sans doute



à la culture japonaise elle-même. Dans un pays surpeuplé, où la modernité s'accompagne de violence, de pollution,

d'alcoolisme et de désespoir, les personnages ne se départissent jamais de leur « poli » asiatique, de leur réserve, et prennent toujours le temps de boire du thé, de déguster les plats traditionnels et de se déchausser en entrant dans une maison. Dans son précédent ouvrage, *La maison où je suis mort autrefois*, l'auteur nous avait déjà fait faire un retour vers le passé. C'est aussi le cas dans ce livre, où sur fond de polémique écologique – dans laquelle on aurait souhaité un engagement un peu plus vif de l'auteur –, la vérité se paye de la mort ou de la mélancolie. On croit que le fil de l'histoire est fragile, habitués que nous sommes à des thrillers sanglants, c'est juste agréable de se laisser raconter une histoire triste...

**Catherine Segala**

# Enfants

## L'été 2014 des bouquins solidaires

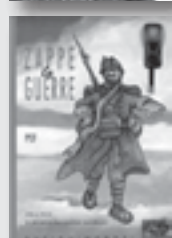
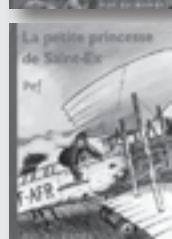
Rue du Monde, éditeur militant, a offert en 10 ans plus de 100 000 livres aux enfants « oubliés des vacances ». Les lecteurs participent à l'affaire puisque Rue du Monde offre un livre chaque fois que deux sont vendus en librairie entre le 19 juin et le 15 août. Les livres seront offerts le 20 août aux enfants qui participent à la « Journée des oubliés des vacances », qui aura lieu

cette année à Ouistreham, commémorations oblige. On a bien dit deux livres... et justement Rue du Monde en publie deux du grand Pef, le créateur de *la Belle lisse poire de Motordu!*

Avec l'écrivain Didier Daeinckx, il sort *Maudite soit la guerre*, de 14-18 bien sûr. Un livre qui, au-delà de l'histoire émouvante d'un enfant qui rejoint son père au front, permettra aux parents quelques explications de texte sur la guerre, les hommes, le colonialisme... À partir de 8 ans, 16,50 euros.

Écrit et illustré par Pef, *La petite princesse de Saint-Ex* est l'histoire romantique et vraie d'une petite fille qui rencontre Saint-Ex qui... s'est posé dans son jardin. À partir de 6 ans, 15 euros.

Rue du Monde réédite également *Zappe la guerre*, toujours de Pef, qui permet de parler là encore de la guerre aux enfants, mais aussi de l'évolution, du « progrès » et des conflits actuels avec d'autres mots que ceux du « 20 heures »... À partir de 7 ans, 14,50 euros.  
**Catherine Segala**  
[www.ruedumonde.fr](http://www.ruedumonde.fr)



des cultures contribue à la richesse et l'harmonie de la vie quotidienne. Cette exposition présente une sélection de trente images issues de la collection « Salut Barbès! », photos réalisées entre 1982 et 2013. Un focus sur des lieux, des personnes, des faits marquants qui ont jalonné l'histoire récente de la Goutte d'Or, quartier de Paris où se joue par ailleurs une profonde mutation urbaine.

**Milo**

## À Bordeaux

### Photographic festival de Mérignac

Jusqu'au 31 août.

Dans le cadre du Photographic festival de Mérignac (jusqu'au 31 août), en lien avec la Maison européenne de la photographie, deux expositions à ne pas manquer. **Françoise Huguier** : « Mode et voyage », de très beaux portraits en couleurs (Vieille église Saint-Vincent).

**Jacques Henri Lartigue** « Entre ciel et terre ». Un grand nom de la photo du 20<sup>e</sup> siècle, connu surtout pour ses clichés de la Belle Époque (Aéroport de Mérignac Hall B)

**Béa Walylo**

### Li Chevalier

*Base sous-marine*  
Jusqu'au 13 juillet

Li Chevalier est une des figures prééminente d'un nouveau courant artistique né en Chine (« l'Encre expérimentale »). Elle projette l'art traditionnel chinois dans le monde de l'art contemporain en lui donnant un nouveau souffle.

**Béa Walylo**





BOURG-EN-BRESSE (01)

## Demandeurs d'asile: un an de solidarité

Le 8 juillet 2013, le Collectif de solidarité avec les migrants réquisitionnait un bâtiment voué à la démolition pour y loger des familles de demandeurs d'asile contraintes, jusqu'à cette date, de survivre dans des garages, sans eau ni chauffage...

Depuis un an, les organisations et individus, composant le collectif qui se réunit sur place chaque semaine, apportent soutien matériel, juridique et humain à plus d'une centaine de personnes. Une année d'habitat, certes précaire mais permettant une vie décente à tous les occupants devenus les habitants banals d'un quartier paisible. Chaque mois, nous avons manifesté notre solidarité en défilant à leur côté dans les rues de la ville afin de rendre sensibles les difficultés mais aussi les espoirs de celles et ceux contraints de quitter leur pays où la vie est encore plus difficile. Selon toutes probabilités, le jugement condamnant les demandeurs d'asile à quitter le bâtiment sera prochainement mis à exécution. Les petites mesquineries pour pousser les habitants à quitter le lieu en faisant l'économie d'une expulsion musclée vont bon train : passage de l'huissier, coupure de l'électricité, etc. Le collectif n'a pas obtenu le relogement des personnes dans des centres d'accueil prévus à cet effet et elles se verront contraintes de retourner à l'errance qui avait légitimé leur action.

### Solidarité internationale active

Les pouvoirs publics sont restés sourds, notamment à la demande de transformation du bâtiment réquisitionné (inoccupé depuis deux ans) en centre d'accueil temporaire géré par les associations. D'année en année, les droits des demandeurs d'asile et des sans-papiers se réduisent comme peau de chagrin. Les procédures administratives se complexifient, se durcissent et l'obtention du statut, une fois levés les obstacles à la présentation d'une demande, devient aléatoire. Au-delà des difficultés rencontrées, cette expérience de solidarité internationale active, permettant à des associations différentes, à des réfugiés, de construire ensemble d'autres façons de vivre, d'apprendre, de cheminer en parallèle, est portuse d'espoir en un avenir meilleur pour les damnés de la terre. Le mardi 8 juillet, date anniversaire de la réquisition, le collectif organise une fête et des débats autour de Jean-Baptiste Eyraud (président du DAL), de Vanessa Brossard (Fondation Abbé Pierre) et de membres du Collectif. La partie musicale sera assurée par Christian Paccoud, auteur de la célèbre « Rue du Dragon » et notre camarade Rémo Gary, intermittent actuellement en lutte. Ce n'est qu'un début!

CorrespondantEs

# EUTHANASIE Le droit de mourir dans la dignité en procès

Les procès Lambert et Bonnemaïson relancent le débat sur le droit à mourir dans la dignité, mais aussi sur les limites de la loi Léonetti de 2005 contre l'acharnement thérapeutique. Un débat porté depuis des années par l'ADMD, l'Association pour le droit de mourir dans la dignité, qui réclame une loi visant à légaliser l'euthanasie et le suicide assisté et à assurer un accès universel aux soins palliatifs.

Votée de manière très consensuelle en 2005, la loi Léonetti a ceci de positif qu'elle interdit l'acharnement thérapeutique et instaure un droit au « laisser mourir ». Mais si elle autorise l'administration par les médecins de traitements antalgiques permettant de soulager la souffrance, avec pour « effet secondaire d'abrèger la vie » du malade, elle exclut l'injection létale aux malades en fin de vie, comme c'est autorisé à des degrés divers au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Belgique et en Suisse.

### Répondre aux demandes de fin de vie

Reste que le soulagement de la souffrance ne suffit pas toujours, et que les soins palliatifs ne font pas disparaître toutes les demandes de fin de vie. Lors du débat présidentiel, Hollande avait d'ailleurs dû reconnaître qu'en France, « aujourd'hui, il y a 7 000 à 8 000 euthanasies qui se font sans que nul ne le sache ». Laisant seuls les médecins et équipes soignantes face à leurs décisions. Le Docteur Bonnemaïson, s'il a été acquitté, reste d'ailleurs sous le coup de la décision du très réactionnaire conseil de l'ordre qui, au nom de l'article 38 du code de déontologie, l'a interdit d'exercice.

Mais au-delà de la loi qui doit évoluer et intégrer le droit à l'euthanasie, aujourd'hui un autre obstacle à mourir dans la dignité, c'est l'austérité à l'hôpital, le temps que les équipes soignantes n'ont pas pour tenir la main de ceux qui vont mourir, pour accompagner les familles, la pénurie aussi d'équipes spécialisées en



Le docteur Bonnemaïson acquitté. DR

soins palliatifs et en fin de vie. Un facteur de plus de souffrance au travail.

Lors de l'élection présidentielle, interrogé par l'ADMD, Hollande avait eu une position un peu alambiquée, mais avait néanmoins promis une « assistance médicalisée pour terminer sa vie dans la dignité ». L'engagement 21 n'utilisait certes pas le mot « euthanasie », mais François Hollande estimait qu'« il faudra une procédure, quand une personne demande, parce qu'elle n'en peut plus, (...) d'en terminer avec cette souffrance ». Après l'élection, un rapport était demandé au Professeur Sicard.

### En finir avec l'hypocrisie

S'il s'opposait nettement à l'euthanasie active, le rapport

Sicard de décembre 2012 dénonçait « la surdité face à la détresse psychique et aux souhaits des patients », constatait « les difficultés et les retards que connaît encore l'organisation de la prise en charge de la fin de vie en France. En particulier, l'absence de formation spécifique des médecins à ce sujet, le développement encore insuffisant de la prise en charge palliative des malades en fin de vie, y compris à domicile, la séparation excessive des approches curatives et palliatives dans les parcours de soins, qui constituent autant de pistes de progrès indispensables ».

Il proposait de faire évoluer la loi Léonetti sur trois points : le recueil des directives anticipées de la personne sur sa fin de vie ; les conditions d'accompagnement d'un malade conscient et autonome, atteint d'une maladie grave et incurable, dans sa volonté de mettre lui-même un terme à sa vie ; rendre plus dignes les derniers moments d'un patient dont les traitements ont

été interrompus à la suite d'une décision prise à la demande de la personne, de sa famille ou par les soignants. En juin 2013, après la publication de l'avis n°121 du Comité consultatif national d'éthique qu'il avait saisi sur la fin de vie, Hollande avait parlé à Lorient, au terme d'un débat national, d'un projet de loi « sans doute avant la fin de l'année ». On l'attend toujours!

Comme l'avait déclaré Philippe Poutou à l'ADMD au moment des présidentielles, contre l'obstination thérapeutique, nous défendons le droit pour une personne de choisir de mourir dans la dignité face à une maladie sans espoir de guérison et qui peut entraîner des souffrances parfois intolérables. « Oui, il faut en finir avec l'hypocrisie. Une nouvelle loi doit à la fois rendre possible et encadrer la possibilité de l'euthanasie ». Et pour éviter toute dérive, « la nécessité de décisions collectives et mûries est indispensable ».

Frank Cantaloup

## GRÈVES Le commerce entre dans la danse

Le 24 juin, ce sont près de 600 salariéEs des grands magasins parisiens et des commerces environnants qui se sont rassemblés rue Caumartin, à l'appel du CLIC-P et de plusieurs syndicats du BHV, des Galeries Lafayette et du Printemps.

Ce débrayage fait suite à l'annonce par Fabius, le 19 juin dernier, de voir étendre le travail dominical à l'axe Haussmann ainsi qu'aux grandes gares, le tout au nom de la réussite touristique de la France, pourtant déjà première destination mondiale...

Quelques jours seulement après la dite annonce, cette mobilisation massive montre bien l'ampleur du rejet vis-à-vis de ce projet parmi les salariéEs, qui

criaient non seulement à la trahison du gouvernement mais ont fait preuve de détermination : d'abord en bloquant la circulation sur le boulevard puis en défilant dans le Printemps et les Galeries Lafayette en dépit du blocage des portes par les vigiles.

### Pour une riposte sur la durée

Fort de ce succès, le CLIC-P a donné rendez-vous le 1<sup>er</sup> octobre prochain pour une assemblée générale



Rassemblement dans le commerce le mardi 24 juin. DR

des travailleurs du commerce parisien. Il s'agit d'élaborer la riposte sur la durée afin de mettre en échec le projet de loi sur le travail dominical qui sera

examiné à l'automne. Face à une attaque d'une telle ampleur, il est nécessaire non seulement de travailler à réunir l'unité syndicale la plus large

possible mais aussi à donner un caractère interprofessionnel aux actions à venir, à commencer avec les cheminotEs qui sont, eux aussi, directement concernés. Cette initiative n'est pas isolée : ainsi, la CGT et FO ont organisé des débrayages bien suivis contre l'expérimentation du travail le dimanche matin chez Carrefour et Lidl. Tous ensemble, nous pouvons faire reculer ce gouvernement!

LD

### ENTRETIEN

« Nous voulons créer un « bouillonnement » d'idées et que les travailleurs prennent en main leurs propres affaires »

Nous avons rencontré Olivier Mateu, secrétaire de l'Union départementale CGT 13, pour parler d'un intéressant processus de convergence de la gauche sociale et politique mis en œuvre localement depuis plusieurs mois.

### Peux-tu nous donner les raisons qui ont poussé la CGT 13 à mettre en place ce processus de convergence ?

Après le congrès de l'UD 13, une première réflexion sur la situation dans le

département a confirmé que l'industrie et les services publics allaient particulièrement souffrir des politiques mises en place. Il y avait donc nécessité d'organiser le combat sur les droits des travailleurs,



# POSTIERES DU 92 **Cinq mois de grève: contre la répression syndicale, solidarité!**

La grève dure depuis maintenant depuis plus de 150 jours sur plus de quatre bureaux de distribution courrier du département des Hauts-de-Seine. Celle-ci n'était pourtant pas faite pour durer... Et certainement pas 5 mois!

**A** lors pourquoi en sommes-nous arrivés là? Depuis le début du conflit, la direction a tout fait pour le laisser s'enliser. Elle n'a commencé à ouvrir les négociations avec les grévistes qu'après avoir lancé les premières procédures disciplinaires! Pourtant les revendications des grévistes sont simples et sont parties d'une colère spontanée face à la situation de précarité de leurs collègues. Quatre embauches en CDI, voilà le point de départ de cette grève de 5 mois. Mais, confrontée au blocage de la direction, la grève s'est étendue à de nouveaux bureaux, et la question des conditions de travail et des réorganisations s'est invitée dans les négociations. La stratégie de La Poste est simple et brutale: son but est d'éclater le noyau de militants syndicaux combatifs et toutes poches de résistances qui peuvent exister sur le département. Et pour ça, elle utilise la répression syndicale à tour de bras et multiplie les procédures... Quitte à faire n'importe quoi!

## La direction préfère la répression à la discussion

La procédure de licenciement lancée à nouveau contre Gaël, l'un des permanents départementaux de SUD PTT 92, vient d'être refusée par l'inspection du travail. La raison? Pas moins de 5 vices de procédure... Tellement qu'il lui est conseillé de demander des dommages et intérêts face à cet acharnement! Espérons que le dossier de Mohamed suive le même chemin dans les semaines à venir.

Mais la direction ne s'est pas arrêtée là: sont en cours une dizaine de procédures lancées contre des grévistes, sans compter les poursuites contre 3 d'entre eux à la Sureté territoriale! Et pour arriver à ses fins et envoyer un message clair à l'ensemble des postierEs qui pourraient être tentés de relever eux aussi la tête, elle est prête à tout: elle a ainsi prononcé le licenciement définitif de Thibaut de Bois-Colombes.

Pourquoi s'acharne-t-elle ainsi? La plupart des revendications sont aujourd'hui intégrées dans les discussions autour du protocole. Pourtant, La Poste refuse toujours de revenir sur les sanctions et les procédures disciplinaires. L'unique raison de cet acharnement? Elle voit dans ce conflit l'occasion de mettre un terme à une stratégie syndicale d'extension de la grève, d'auto-organisation des travailleurs et de convergence qui, jusque-là, l'a faite reculer sur les réorganisations.

Après le revers que la direction a essuyé, il existe une possibilité pour les grévistes de la faire vaciller, lâcher sur les revendications et sur les poursuites. Mais pour cela, la présence aux rassemblements mais également le soutien financier sont déterminants. Les liens



PostierEs et intermittentEs dans la rue. DR

existant notamment avec le mouvement des intermittentEs sont un exemple à suivre pour les prochaines luttes: les postiers luttent eux aussi contre la précarité et pour de meilleures conditions de travail!

**CorrespondantEs**

## S'informer et soutenir:

Chèques à SUD Poste 92, 51 rue Jean-Bonal, 92250, La Garenne-Colombes, mention «solidarité grévistes 92» au dos. Vidéos, photos et résumés des journées de grève: <http://grevedespostiersdu92.tumblr.com>

## HÔPITAL HÔTEL-DIEU (75) Un vrai mirage!

Dans un article intitulé « Une victoire pour la santé publique », *l'Humanité* du 19 juin publie le courrier adressé par Martin Hirsch, directeur de l'Assistance publique - hôpitaux de Paris (AP-HP) à la CGT. Il annonce la réouverture des urgences de l'Hôtel-Dieu...

**T**out en émettant quelques réserves, la CGT de l'AP-HP se félicite « de ce changement d'orientation, de la bouffée d'oxygène, du signal fort ». Pourtant, le service d'urgence sera partagé avec l'hôpital Cochin, ne recevra que les patients « ne nécessitant pas une prise en charge lourde » et il ne pourra y avoir que des hospitalisations de courte durée.

Après « l'hôpital debout » inventé par Jean-Marie le Guen, un nouveau concept est né: « les urgences légères »... Les ambulances et les pompiers seront à nouveau autorisés à amener des patients à l'Hôtel-Dieu, mais à défaut de services d'hospitalisation, ceux-ci seront, si besoin, orientés vers d'autres hôpitaux ou



Mobilisation des personnels de l'Hôtel-Dieu le 4 novembre 2013. DR

hospitalisés pour un court séjour en attente d'un lit disponible. L'Hôtel-Dieu se métamorphose en dispensaire, et deviendra une « gare de triage » des urgences.

## Gains et profits ou hôpital public?

Des expertises techniques et économiques et les instances devront confirmer les choix de Hirsch. Or, la Commission médicale d'établissement du groupe hospitalier Cochin

- Hôtel-Dieu (représentant le corps médical), composée majoritairement de médecins exerçant une importante activité libérale en honoraires libres à Cochin, a utilisé des arguments fallacieux dans son combat pour la fermeture des urgences et autres services, inventant des manquements à la sécurité des soins, des urgences vétustes alors qu'elles ont été rénovées. Et les beaux bâtiments du plus vieil hôpital de Paris suscitent les convoitises des « investisseurs ».

L'Hôtel-Dieu a déjà été dépecé de la plupart de ses services, et la chirurgie ambulatoire et l'ophtalmologie seront à leur tour fermées en 2016. La bataille unitaire doit donc se poursuivre et se renforcer.

**S. Bernard**

## EXTRÊME DROITE Reconstruire un mouvement antifasciste

Une centaine de personnes, représentant 47 structures (syndicats, associations, collectifs locaux...) dont 23 hors région parisienne, ont participé, samedi et dimanche derniers, aux assises antifascistes organisées à Paris à l'initiative de la Conex (Coordination nationale contre l'extrême droite).

**B**ien que concurrencées par une initiative organisée – comme par hasard – le même week-end à Fréjus par SOS Racisme et l'UEJF, deux appareils très liés au PS, ces assises peuvent être qualifiées de succès. Elles marquent une étape importante dans la reconstruction d'un mouvement antifasciste, qui est loin d'être achevée. La Conex a été lancée début 2013 à l'initiative de VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes) et regroupe à l'heure actuelle une vingtaine de collectifs, associations et comités agissant contre l'extrême droite.

## Vers une grande manifestation en novembre

Le premier jour des assises, les participantEs ont discuté dans quatre ateliers sur plusieurs thématiques: le pouvoir du FN (dont celui qu'il exerce dans une dizaine de mairies) et les moyens d'agir contre lui; l'extrême droite dans la rue (débat consacré à l'extrême droite extraparlamentaire); l'antifascisme en Europe et à l'échelle internationale; l'extrême droite et la jeunesse.

Plusieurs propositions sont sorties de ces ateliers. Le premier a, par exemple, suggéré l'élaboration d'une publication régulière sur ce que l'extrême droite « fait » dans les mairies qu'elle administre, et la création d'une « agence de presse antifasciste ». L'atelier sur la jeunesse s'est penché sur la nécessité d'outils permettant de mieux s'adresser à la jeunesse (à l'heure où l'influence idéologique de Dieudonné-Soral et des Identitaires fait des ravages), dont la musique, internet et les réseaux sociaux, et les nouveaux médias. L'atelier international a réfléchi sur l'élaboration d'une cartographie des extrêmes droites en Europe, et sur un meilleur partage des contacts et échanges internationaux entre antifascistes.

De ces assises est sorti un appel à manifester à l'occasion du prochain congrès du FN à Lyon les 29 et 30 novembre. Cette manifestation constitue une échéance centrale, alors que la dernière manifestation massive contre un congrès du FN – celle de mars 1997 à Strasbourg – avait marqué une étape très importante pour le mouvement antifasciste de l'époque. Elle pourrait être accompagnée d'autres activités à Lyon fin novembre: concerts, débats/forum, etc., et précédée par des initiatives de mobilisation locale partout en France. Il est absolument nécessaire d'élargir et de réussir cette mobilisation.

**Bertold du Ryon**

l'emploi, et autres revendications. Les mesures gouvernementales nous ont hélas donné raison.

Il y avait aussi urgence à ne pas rester isolé. Dans le mouvement social du département, la CGT a un rôle important, mais ne prétend pas à l'exclusivité. Il nous est donc apparu nécessaire de travailler ensemble et de favoriser les convergences pour arrêter les choix patronaux et gouvernementaux, tant sur les salaires que sur l'emploi ou la protection sociale.

C'est pour cette raison que début janvier, l'UD CGT a pris l'initiative d'organiser une réunion avec d'autres syndicats, des organisations politiques et associatives.

## Quels ont été les critères à partir desquels ont été contactées les organisations?

Nous avons contacté toutes les organisations qui portent des perspectives

de progrès social et de transformation sociale... ce qui de fait en exclut certaines. Pour ce qui est des organisations syndicales, nous les avons au départ toutes contactées. La CFDT nous a fait savoir que ce processus était différent des choix qu'elle avait faits, et FO nous a répondu que cela allait à l'encontre de son principe d'indépendance vis-à-vis des partis politiques. Toutefois, cela n'a pas empêché de manifester ensemble avec FO le 18 mars. Mais au bout du compte, la FSU et Solidaires sont les seules organisations syndicales à être partie prenante du processus avec la CGT. Pour les autres, il y a les organisations du Front de Gauche (PCF, PG, Ensemble), le NPA, Rouges Vifs, Attac, l'Unef, la JC, et près d'une dizaine d'associations. La démarche se concrétise de plusieurs façons: tract propre à chaque organisation surmonté seulement d'un

«chapeau» commun, permettant à chacun de faire valoir son propre discours; apparition commune lors des manifestations (banderole derrière laquelle défilent les représentants de chaque organisation, avec drapeau); enfin, conférences de presse communes...

## Quels sont les objectifs à plus long terme de cette démarche? Comment agir sur une issue politique?

Par ce processus, nous voulons créer un «bouillonnement» d'idées et que les travailleurs prennent en main leurs propres affaires. Ce n'est qu'à cette condition que les revendications ont une chance d'aboutir, et que pourra se mettre en place une issue politique. Cette démarche s'articule autour du choix qu'a fait l'UD 13 de tout mettre en œuvre pour favoriser la convergence des luttes. Il y a plusieurs foyers de lutte sur le 13, et



Le 18 mars dans les rues de Marseille. DR

nous organisons des actions régulières autour de telle ou telle en organisant à chaque fois, la participation, la présence et le soutien de toutes.

Si la CGT se limite à ces actions, elle ne pourra pas aboutir seule. Inversement, se limiter à une réunion d'organisations syndicales, politiques et associatives sans lien avec les luttes, serait un simple appel incantatoire. Les deux démarches se nourrissent donc

mutuellement. C'est la raison pour laquelle la CGT 13 n'a pas été signataire de l'Appel à la manif nationale du 12 avril. Cela ne signifiait pas que nous étions en désaccord, mais parce que nous voulions faire plus large et plus ancré sur les luttes dans le département.

## Est-ce que cette démarche originale se retrouve dans d'autres départements?

Il semblerait qu'un processus similaire se mette en place dans le 31. Si notre démarche peut servir de point d'appui à d'autres, nous en sommes ravis, mais nous ne prétendons pas être un « modèle ». Chacun à ses spécificités et ce qui compte, c'est d'aller dans le même sens pour bloquer l'offensive patronale relayée par le gouvernement et faire aboutir les revendications des salariés, privés d'emploi, retraités...  
**Propos recueillis par Jean-Marie Battini**



## Qui sommes-nous ?

**L**e NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique. Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable.

Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse: récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développe les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annonce de nouvelles menaces de guerres contre les peuples.

Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service, pour construire un socialisme du 21<sup>e</sup> siècle.

Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière.

Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société.

Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes».

Pour nous rejoindre, contactez-nous: [ecriture@npa2009.org](mailto:ecriture@npa2009.org)

## Les comités en action !

### Gers Fête annuelle du NPA

Samedi 28 juin, lutte contre l'extrême droite et unité contre l'austérité... Une quarantaine de militants se sont réunis à Lectoure avec le comité du Gers pour faire la fête autour du traditionnel méchoui et faire le point sur la situation politique dans le département. Membres de collectifs, syndicalistes, représentants du PG et de la liste d'opposition de gauche à la mairie d'Auch se sont retrouvés pour débattre de la montée de l'extrême droite et comment faire face aux politiques austéritaires du gouvernement qui les favorisent.

Au cours de deux tables rondes, animées par Caroline Fage du Collectif gersois antifasciste et Johan Paris pour le NPA 32, les militants ont réaffirmé leur volonté de ne pas laisser le Front national prendre pied dans le département et de la nécessité de construire un front unitaire large contre les politiques racistes, xénophobes et contraires aux intérêts des travailleurEs perpétrées par le parti de Marine Le Pen.

Les Gersois ont ensuite continué à faire la fête avec Philippe Poutou jusqu'à tard dans l'après-midi. Ils ont profité de ce moment de détente et de convivialité pour discuter de façon informelle de la nouvelle situation politique et des luttes qui se profilent pour les mois à venir.

Venant seulement quelques semaines après le succès de notre réunion publique pour les élections européennes à Auch, avec le retour d'anciens militants et de nouveaux sympathisants, cette journée aura montré la vitalité et le renouveau du Comité NPA du Gers depuis deux ans.



Un débat pendant la fête du NPA 32. DR

# Vous en reprendrez bien un petit peu plus ?

Du dimanche 24 au mercredi 27 août inclus, la 6<sup>e</sup> université d'été du NPA aura lieu à Port-Leucate dans le village-club de Rives des Corbières. La semaine dernière (cf. article dans *L'Anticapitaliste* n°248), les premiers invitéEs vous étaient présentés. En voici déjà d'autres...



L'université d'été en meeting. PHOTOHÈQUE ROUGE / Franck Houlgatte

**L**es années précédentes, le journalisme avait déjà été particulièrement à l'honneur dans notre programme. 2014 ne sera pas différent. Ainsi nous aurons le plaisir d'accueillir cette année la journaliste Dominique Simonnot. Spécialiste des questions judiciaires, elle anime aujourd'hui la chronique judiciaire du *Canard enchaîné*, après avoir animé celle de *Libération* il y a quelques années. Écrivain, elle en profitera aussi pour nous présenter son dernier livre, *Plus noir dans la nuit. La grande grève des mineurs de 1948*. Au niveau international, on avait donné une première liste déjà copieuse de nos invitéEs dans l'article de la semaine dernière. Rajoutons encore la présence de Fathi Chamkhi, militant de Raid/Attac Tunisie et membre du réseau international CADTM, ainsi que celle de Michael Pruetz, militant anticapitaliste berlinois pleinement investi dans la construction d'une nouvelle organisation anticapitaliste en Allemagne. Une université d'été vraiment polyglotte ! Et «c'est pas fini !» comme on dit dans les (mauvaises) publicités...

### Et de quoi on parle ?

De tout ! Les commissions nationales du NPA profitent de ce grand rendez-vous annuel pour revenir et approfondir tout ce qui nous a agité ces derniers mois : bien évidemment les grandes mobilisations, en particulier celles des cheminotEs et des intermittentEs et précaires, mais aussi les grands faits politiques qu'il faut analyser : la droite la plus réac dans la rue, la montée de l'extrême droite et la pénétration de ses idées, l'opposition de gauche au gouvernement PS-Medef... Cela sans oublier les anniversaires et retours sur l'histoire (la leur et la nôtre) : les 150 ans de la Première Internationale, les 100 ans du début de la première boucherie

impérialiste, les 40 ans de la Révolution portugaise des œilletons, ainsi que de «l'Appel des 100» dans l'armée française...

Promis, on détaille tout cela dans les prochains numéros de votre hebdomadaire préféré. En attendant, si vous ne l'avez pas encore fait, pensez à vous inscrire au plus tôt...

### Commission Université d'été

Plaquette d'inscription : <http://www.npa2009.org/univ2014>



### Paris 18<sup>e</sup> Nouveau café-débat du NPA

Jeudi 19 juin, le thème du débat était la lutte de classes, avec Olivier Besancenot et Anzoumane Sissoko. Une initiative annoncée sur nos listes de sympathisantEs ainsi que sur le site Démosphère, avec collage d'affichettes autour du café où s'est tenu le débat. 45 personnes sont venues. Presque toutes étaient du quartier, et la plupart n'était pas au NPA : membres du collectif antifasciste du 18<sup>e</sup>, du collectif des sans-papiers du 17<sup>e</sup>, de la liste des sans-voix, d'Alternative libertaire et du Parti de gauche.

L'introduction d'Olivier, qui reprenait des idées de son dernier livre, a permis de rappeler qu'à l'encontre du discours médiatique dominant, la lutte des classes est bien vivante. L'expérience locale de la liste des sans-voix aux municipales a aussi nourri le débat. Anzoumane Sissoko en était la tête de liste. Plusieurs interventions ont permis de pointer que même si la question de l'exploitation est fondamentale, la domination de classe se décline aussi en oppressions spécifiques : sexisme, racisme,

homophobie, etc. Les questions de la nature de la période et du type de combat à mener ont également animé la discussion. Plusieurs livres ont été vendus, notamment *la Conjuración des inégaux* d'Olivier, ainsi que l'hebdomadaire et la revue mensuelle du NPA.

### Saint-Denis (93) La fête aussi !

Les conditions étaient rudes ce samedi 28 juin. On avait suivi au plus près l'évolution de la météo mais rien n'y a fait : le pire de ce week-end pluvieux a été précisément samedi en fin de journée ! Adieu la cour de l'école où se tenait la fête, tout le monde s'est replié dans le préau, heureusement assez grand. Ce préau a d'abord hébergé le débat sur l'extrême droite, présenté par Michel Briganti, co-auteur de *la Galaxie Dieudonné*. Puis il y a eu le repas et les groupes musicaux, «la grande brousse électrique» et «Balafon» qui se sont produits jusqu'à plus de minuit. Une mention particulière à l'Atelier chorale et fanfare de Jolie Môme, venu en force, qui



L'Atelier chorale et fanfare de Jolie Môme à la fête de Saint-Denis. JMB

a donné la pêche à tout le monde, engagée qu'elle est dans la lutte des intermittents, précaires et chômeurs contre l'accord proposé par le Medef et agréé par le gouvernement. Plus de 90 personnes sont passées, presque exclusivement de Saint-Denis. De nombreuses discussions ont eu lieu, permettant de faire le point, de tirer les bilans et de préparer demain...



Spéciale Ken Loach

# Jimmy's hall

EN SALLE EN CE MOMENT

Avec Barry Ward, Simone Kirby et Jim Norton.  
Sortie le mercredi 2 juillet

Dans la lignée de ses films historiques tel *Land and freedom* ou *Le vent se lève*, Ken Loach nous emmène cette fois dans l'Irlande de 1932, dans une situation politique complexe et peu connue...

Pour s'y retrouver quelques repères historiques ne sont pas superflus : 1916, soulèvement dit des « pâques sanglantes » contre la domination anglaise, écrasé dans le sang. Les principaux dirigeants sont fusillés, dont Patrick Pearse et James Connolly. Le mouvement national comme le syndicalisme connaissent alors un fort développement.

**Des Soviétistes en Irlande**  
En décembre 1918, le Sinn Féin remporte les élections et proclame l'indépendance, ce qui provoque immédiatement l'intervention anglaise et une guerre qui va durer 3 ans. Dans le même temps, des mobilisations de masse se multiplient, pour la semaine de 44 heures, pour de meilleures conditions de travail, mais aussi des occupations des terres, de mines, de moulins, de laiteries. Elles

s'autoproclament Soviét, s'inspirant de la révolution russe : Soviét de Limerick, des mines d'Arigna, de Munster, de Gowel pour n'en citer que quelques-uns. Il y a alors plus d'une centaine de Soviétistes en Irlande. Face à cette situation, les Anglais proposent en 1921 un traité qui entérine la partition entre le nord et le sud, tout en maintenant l'État libre d'Irlande comme dominion anglais. Ce traité va diviser le mouvement indépendantiste, et déboucher sur une guerre civile, du printemps 1922 à mai 1923. La bourgeoisie irlandaise veut à tout prix ce traité pour bloquer le processus révolutionnaire en cours. L'aile droite indépendantiste irlandaise – soutenue par les grands patrons, les propriétaires terriens et l'Église catholique – va défaire les anti-traités. Churchill lui-même est intervenu pour pousser à la

répression. Pourtant opposée au traité, l'IRA ménage les capitalistes irlandais et l'Église catholique. C'est à ce moment que se déroule le précédent film de Ken Loach *Le vent se lève*, primé à Cannes en 2006. **Un cinéma à part**  
Cette fois, *Jimmy's hall* suit l'histoire vraie de James Galton, jeune militant membre de l'IRA du comté de Leitrim. Il a participé aux occupations des terres, il s'est opposé au traité et a dû s'exiler aux États-Unis en 1922. Il revient en Irlande en 1932 pour s'occuper de la ferme familiale, alors que la crise de 1929 frappe les États-Unis et prive de ressources les familles des immigrés. Il retrouve le Jimmy's hall, « le Pearse Connolly Hall », une salle dont il est le propriétaire et qui a servi 10 ans auparavant de siège au « soviét » de Gowel. Des tribunaux y ont



organisé la distribution des terres. Plus largement, elle a servi de lieu pour toute la vie sociale, échappant ainsi au contrôle de l'Église : alphabétisation, musique, littérature, mais surtout fêtes et danses. À son retour, il est pressé par la jeunesse de rouvrir la salle qui devient l'enjeu de la confrontation avec tous les réactionnaires qui imposent

depuis 10 ans un régime ultra conservateur en Irlande. Le film fonctionne parfaitement. Il n'est pas « daté », tant les thèmes abordés nous parlent aujourd'hui. C'est un film très « politique », au meilleur sens du terme, qui confirme Ken Loach comme un cinéaste à part, un cinéaste de la révolution. **Jean-Marc Bourquin**



Photothèque Rouge/JMB

## Un militant

Il est connu et reconnu pour ses films et leur contenu social, mais pas seulement : Ken Loach fait des films militants et milite, ignorant totalement le qu'en-dira-t-on des milieux médiatiques.

À 78 ans, il est encore un des éléments dominants de la gauche anticapitaliste en Grande-Bretagne. Récemment, il n'a pas hésité, à travers plusieurs interviews, à lancer un appel pour la création d'une nouvelle formation rassemblant la gauche anticapitaliste. Le 25 mars 2013, il signe une tribune dans le *Guardian* avec Kate Hudson, dirigeante de la Campagne antinucléaire, et Gilbert Achcar, universitaire, reprenant cet appel. La Left Unity est née, avec rapidement 7 000 signatures, dont celles d'organisations comme Socialist Resistance (membre de la IV<sup>e</sup> Internationale) ou de deux organisations venant de rompre avec le SWP. Ken avait déjà participé à une première initiative de ce genre en 2004, en se retrouvant à la direction de la coalition Respect, avec le député exclu du parti travailliste George Galloway. Une coalition qui allait rapidement disparaître suite à de nombreuses divisions en son sein.

**Engagements internationaux**  
Sur le plan international, Ken s'est entouré d'un groupe d'amis qui le conseille pour soutenir telle ou telle cause, telle ou telle pétition... Ce fut le cas pour la campagne Boycott – Désinvestissement – Sanctions (BDS) en faveur des droits du peuple palestinien. En France, après avoir soutenu Arlette Laguiller à la présidentielle de 1995, Ken a soutenu les candidatures d'Olivier Besancenot, puis celle de Philippe Poutou. On se souvient aussi du clip où il appelait au soutien financier du NPA, puis il y a quelques semaines du clip de campagne officielle des européennes dans lequel il est apparu. Ken Loach n'a jamais caché sa sympathie pour le NPA, mais la réciproque n'est pas toujours facile. Il sort très peu de son pays, et quand il vient en France, c'est toujours entouré par une masse de journalistes et de photographes... Mais, comme il reste un militant, il arrive toujours à imposer un peu de temps libre dans son planning chargé pour discuter avec nous, non pas de son dernier film, mais de la situation des anticapitalistes en France et dans son pays. Décidément, Ken n'est pas comme les autres ! **Alain Krivine**

KEN LOACH EN QUELQUES FILMS...

# Du docu social à l'épopée révolutionnaire

Avec une trentaine de longs métrages et une vingtaine de films pour la télévision (où il a débuté à 24 ans !), on peut dire que Ken Loach n'a pas chômé... Une constante dans cette œuvre prolifique qui va du mélo social à la fresque historique : un engagement militant jamais démenti.

Le film qui le fit connaître et apprécier par un assez large public en 1991 fut *Riff Raff*, où il met en scène avec tendresse et humour des prolétaires et des marginaux britanniques sortis de prison. Faire vivre les classes populaires, les laissés-pour-compte, c'est probablement ce qu'il fait le mieux.



On retrouvera cet intérêt pour les éternels oubliés du cinéma commercial dans *My name is Joe* (1998) où il

aborde à nouveau le thème de la réinsertion comme dans *Ladybird* (1994), une mère à qui l'on retire la garde de son enfant, ou *la Part des anges* (2012). C'est parallèlement à ce cinéma intimiste qu'il tourne des films plus directement politiques, en empruntant parfois la forme du thriller comme dans *Hidden agenda* (1990), qui dénonce les assassinats de militants irlandais par les services secrets britanniques ou plus récemment *Route Irish* (2010) qui démonte les mécanismes de privatisation de la guerre d'Irak par l'emploi généralisé de mercenaires. Il se penche sur la classe ouvrière, et en particulier sur ses fractions les plus exploitées dans *Bread and roses* (2000), où il met en scène la lutte des femmes de ménage latino-américaines qui triment dans les hôtels américains, et dans *It's a free world* (2007) qui met en lumière l'exploitation des immigrés clandestins en Angleterre. Ce dernier

film constitue une charge implacable contre un système social qui va transformer en négrière une jeune femme sympathique qui cherche seulement à s'en sortir.



Deux films militants, *The Navigators* (2001), sur la catastrophe de la privatisation du rail, et le documentaire *L'esprit de 45* (2013), où il idéalise sans doute un peu la politique sociale qui suivit la seconde guerre mondiale, soulignent les attaques dont

les travailleurs sont l'objet depuis l'époque Thatcher et la dégradation de leurs conditions de vie.

**De la guerre d'Espagne à la révolution irlandaise**  
On pourra reprocher à certains de ses films, comme *Land and freedom* (1995) consacré à la guerre d'Espagne, d'être un peu trop didactiques. Mais il faut lui reconnaître le courage d'avoir dénoncé le rôle des stalinien dans la répression des anarchistes et du POUM, ce qui est assez rare, car la plupart des films sur la guerre civile se contentent de faire l'apologie du camp républicain et des Brigades internationales. Le moins réussi est peut-être *Carla's song* (1995), qui parle du ralliement d'un mercenaire à la révolution nicaraguayenne, et dont certaines séquences ont un petit côté touristique. De fait, Ken Loach est plus à l'aise pour parler des prolétaires britanniques

que pour évoquer les révolutionnaires espagnols ou latino-américains, d'autant que le manque de moyens rend difficile la réalisation d'une fresque épique. Ces moyens, il les aura pour tourner *Le vent se lève* (2006), magnifique et cruelle épopée dédiée à la lutte du peuple irlandais, sans doute un peu académique, et pour *Jimmy's Hall*, sur ce même sujet. La dénonciation des crimes de l'impérialisme britannique lui tient visiblement à cœur. **Gérard Delteil**







**L'Anticapitaliste** | Libre expression

# CHEMINOT-E-S

## “ La grève, c'est l'aventure ”



Dans la manifestation des cheminotEs, intermittentEs et postierEs jeudi 19 juin à Paris. PHOTO:THÈQUE ROUGE / MILO

Chassés jeudi 26 juin de la salle d'un bar « entre deux gares » par les supporters du match Allemagne-Etats-Unis, la réunion organisée par les cheminotEs du NPA, avec la participation d'Olivier Besancenot, s'est finalement tenue dans un petit parc proche de la gare de l'Est... entre familles et gamins tapant dans un ballon. Cette discussion animée a regroupé des cheminotEs du NPA, des grévistes de « base » et des responsables syndicaux locaux. Extraits.

**Olivier Besancenot :** Le premier constat, c'est la capacité de la direction de la SNCF, vaccinée par la grève de 1995, à « gérer » une grève reconductible massive, grâce à la présence massive d'« encadrantEs » pouvant faire rouler des trains et inonder les gares par une contre-information efficace. Dans le même temps, une quasi-impossibilité d'accès, pour les grévistes, aux médias pour expliquer les motifs et la réalité de la grève. Mais au total, une mobilisation qui n'engendre pas de découragement en raison de l'implication de nombreux salariéEs, combattifs, qui commencent à chercher les moyens de dépasser les hésitations, les reculs des états-majors syndicaux et de travailler à la « coagulation » des secteurs en lutte.

**Mathieu (Paris-Est) :** Notre combat vise à empêcher l'éclatement de la SNCF, menant à la privatisation des secteurs profitables, et l'abrogation du RH0077 encadrant nos conditions de travail. Ce gouvernement aux ordres du Medef a décidé de briser notre lutte. L'intersyndicale CGT-SUD-Rail a joué un rôle contradictoire : d'un côté un rôle unitaire positif qui a permis de dépasser le sectarisme réciproque et de mettre les cheminotEs en mouvement, mais qui a aussi encadré cette mobilisation et qui l'a limitée à l'ouverture de négociations, sans exigence du retrait de la réforme. Cette contradiction s'est concrétisée par exemple autour de la première manifestation aux Invalides et de la mise en place de l'AG des AG. Un point positif, c'est aussi le début de convergence des luttes avec les intermittentEs, les postierEs, etc. Par contre, dans les problèmes non résolus figurent la question du fric et d'une caisse de grève.

**Arnaud (Saint-Lazare) :** Les pourcentages de grévistes étaient très importants, avec une mobilisation portée par les jeunes dont c'était les premières AG, la première grève... Et la première confrontation avec les appareils syndicaux. À Saint-Lazare,

des grévistes « de base » ont tenu les piquets de grève, fait les tournées, rédigé le « Journal de la grève », participé à l'AG des AG. Ce début d'auto-organisation a été préparé par des mobilisations locales dans les mois précédents. Il n'y a pas de démoralisation, et maintenant il faut essayer de maintenir les acquis de l'auto-organisation, de l'AG des AG.

**Mathieu (Versailles) :** Nous n'avons jamais eu accès aux médias pour expliquer les motifs de notre lutte. Nous ne nous sommes pas battus pour garder une « prime de charbon » mais contre l'éclatement de la SNCF, pour sa réunification, pour un service public de qualité. Avec une mobilisation forte, notamment en Île-de-France. Le gouvernement a choisi l'affrontement contre la « conscience » cheminote, contre le service public, pour nous écraser comme « corps social ». Nous devons lui opposer un syndicalisme de classe qui soit clairement opposé à la réforme, aux amendements. L'AG des AG ne saurait être une coordination alternative : il faut s'organiser pour se réappropriier les organisations syndicales, pour la lutte. La solidarité, la caisse de grève ont manqué.

**Basile (Paris-Est) :** Je viens de vivre la grève la plus enthousiasmante depuis que je suis dans la boîte. On a eu raison de tenter des choses, d'essayer de nous battre autrement pour sortir des défaites. Avec des chiffres de grève identiques à ceux de 1995 ou 2007, des trains ont roulé grâce aux « progrès » techniques et organisationnels fait par la boîte. En 95, des trains pouvaient être « perdus » du fait de la désorganisation... Cette fois-ci, il y a eu des bons moments « péchus » : manifestation aux Invalides, à Montparnasse. Moments qui font aussi qu'il n'y a pas de démoralisation. Il faut des initiatives pour relayer et construire la coordination au plus près du terrain. Les initiatives en direction des usagerEs ont été très bien perçues. Pour la caisse de grève, les « anciens » nous recommandaient, à l'embauche,

de mettre chacun un mois de salaire de côté pour faire face...

**Gilles (Paris-Nord) :** La direction a été capable de mobiliser 10 000 personnes contre la grève. Les liens avec les intermittentEs, la manifestation à Montparnasse ont donné la pêche, malgré les tensions avec les états-majors syndicaux. Il y a des choses qui fâchent, comme le spot publicitaire de la direction contre la grève, sur le thème « la SNCF aide les handicapés malgré la grève », alors que cette aide est maintenant assurée par une filiale... Mais je pense qu'il va y avoir des rebondissements dans les mois qui viennent.

**Gabriel (Saint-Lazare) :** Les états-majors syndicaux CGT et SUD-Rail ont eu une politique commune dans la grève, sauf au moment où SUD-Rail a quitté la table des négociations. À part cet épisode, la fédé SUD-Rail ne s'est pas démarquée de la fédé CGT qui a pourtant essayé de se débarrasser de cette grève, et qui a réussi au bout de 10 jours. La manif des Invalides a été imposée par les AG parisiennes contre un rassemblement bidon à Ourcq porté par la fédé CGT. C'est cela qui a amené à la mise en place de l'AG des AG, même si elle n'a pas été complètement aboutie, faute de mandatement. Il faudra tirer le bilan de cette lutte et préserver les acquis d'auto-organisation, de coordination.

**Christophe (Saint-Lazare) :** SUD-Rail ne s'est pas aligné sur la CGT, malgré nos propres faiblesses. Dans notre fédé, les initiatives doivent venir de la base, mais le bureau fédéral est presque une « boîte aux lettres ». Attention à ne pas trop critiquer les syndicats : certains prennent leur carte syndicale, d'autres la rendent... Dans les AG, il y avait parfois des grévistes « intermittents » mais très radicaux, et l'AG des AG est arrivé trop tôt, sans discussion dans les organisations syndicales. La caisse de grève pose des problèmes : les sommes collectées sont toujours insuffisantes : comment

et qui peuvent-elles aider vraiment ? En tout cas, on sort avec la patate.

**Guillaume (Austerlitz) :** La caisse de grève est une tradition à remettre à l'ordre du jour. Même si le seul syndicat qui a encore une caisse de grève, c'est la CFTD ! La grève « perlée », c'est un problème. Il y a eu des investissements inégaux. À nous de convaincre que la seule manière de gagner, c'est la grève reconductible. Mais la grève se construit au quotidien : prendre des initiatives mais en même temps débattre dans le syndicat. L'AG des AG est un premier pas.

**Laurence (Saint-Lazare) :** À chaque décision importante, comme le « Journal de la grève », la reconduction, le rassemblement à Invalides contre Ourcq... ça a été la baston contre les bureaucraties syndicales. L'AG des AG a commencé à être un outil pour construire la mobilisation.

**Fabio (Saint-Lazare) :** La direction a construit une véritable organisation anti-grève en 15 ans, en modifiant la sociologie de l'entreprise, avec une montée en puissance des « petits chefs ». L'unité syndicale CGT-SUD, c'est une bonne chose au départ, même si des bureaucrates, il y en a partout. Pour la solidarité, en 95 on pouvait compter sur les municipalités de gauche, PCF et même PS pour fournir les repas aux grévistes, aider les familles.

**Basile (Paris-Est) :** Le bilan, notamment sur le moral, on le tirera après les paies de juin et juillet. Le prochain mouvement sera, et devra, être différent. La grève, c'est l'aventure. En 2010, à Paris-Est, la caisse de grève a permis de donner 30 euros par jour et par gréviste, au-delà des 10 jours. Les syndicats, c'est utile mais dans la mobilisation, ils ont l'air perdus et n'organisent pas la lutte au quotidien. **Propos recueillis par Robert Pelletier**  
1 - Prime « légendaire » qui n'existe plus depuis les années 1970 et la fin des locomotives... à charbon. Seuls les conducteurs en bénéficiaient.

# Vu ailleurs

**MONDE diplomatique** **SUPERMARCHÉ DE LA MORT.** Eurosatory, « le plus grand salon international de

la défense et de la sécurité terrestres et aéroterrestres », s'est tenu du 16 au 20 juin, dans la banlieue nord de Paris — comme c'est le cas tous les deux ans, en alternance avec le salon aéronautique du Bourget. Réservé aux professionnels, il a attiré 1500 exposants de 60 pays, et près de 56 000 clients ou visiteurs : les officiers d'état-major, directeurs nationaux d'armement, haut-fonctionnaires de sécurité et police, des responsables d'administrations pénitentiaires ou douanières et tout un petit monde souvent « coco rasé », avec ou sans uniforme, venu passer en revue les nouveaux équipements...

Ces salons se suivent et se ressemblent, mais avec chaque fois un peu plus de surface, un peu plus de cocorico. Et guère de remise en cause. Comme en 2010, c'est la grande braderie. Et on retrouve, comme en 2012, les mêmes cibles dans le viseur des marchands d'armement. Cette année encore, deux cent cinquante véhicules militaires ou de sécurité étaient exposés, en statique ou en « démonstration dynamique », ainsi qu'une soixantaine de drones. Qu'on se représente par exemple la Foire de Paris avec des revolvers ou des fusils à la place des jambons, et des blindés aux tonnages effarants au lieu des tondeuses et autres voiturettes. Et pour ce qui est des essais en « live », un relief de collines reconstitué artificiellement, avec des cases africaines, un bout de village, un faux bloc urbain, et chaque jour la représentation de deux véritables spectacles, avec explosifs, fumigènes, pétarades, figurants... le tout en musique, avec salut final des artistes. (...)

Une prolixité qui permet à l'Eurosatory Daily d'entamer ainsi son éditorial du jeudi : « À l'ombre des blindés en fleur, Eurosatory abrite également un vaste réseau d'organisations et d'entreprises au service de l'humain [...] On le sait depuis longtemps : gagner la paix est une affaire bien plus complexe que gagner la guerre. Les besoins en innovation sont tout aussi forts, sinon plus, lorsqu'il s'agit de nourrir, hydrater, soigner, chauffer, éclairer protéger, transporter... ou abriter son prochain. (...)

« La foire aux armes », Philippe Leymarie, le Monde diplomatique, vendredi 27 juin 2014.

## S'abonner à l'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : \_\_\_\_\_

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
	Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
			<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org